LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1548
du 19 au 25 mars 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Je me tue à te dire qu'on ne va pas mourir... »
Alain Bashung

M 02137 - 1548 - F: 2,00 €

Sommaire

Antisyndicalisme primaire, par M. Vache, Guy et Virginie, *page 5*

Sinistres **brèves,** *page 6*

Suicide en entreprise, communiqué SUD, *page 7*

Total ment, par S. Chemin, *page 7*

Une **expulsion** ordinaire, par Laure, *page 8*

La SNCF nous paye de mots, par S. Neumayer, *page 9*

Duchamp joue de la fiole, par R. Dadoun, *page 11*

Indignité génétique, par le groupe Oblomoff, *page 14*

Anniversaire catastrophique, par des **antinucléaires biélorusses,** *page 15*

L'art à la botte, par N. Potkine, *page 16*

Notre **Louise,** de M. Paraire, *page 17*

Women on the road, par L. N., *page 18*

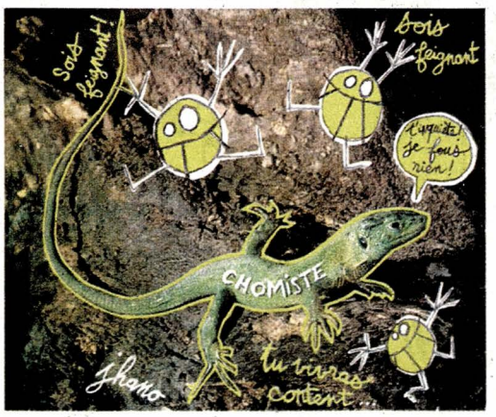
Vie d'un **chom'du,** par P. Schindler, *page 19*

Radio libertaire est en fête, *page 20*

OTAN, une ville sous contrôle, *page 21*

La **radio** en transes, *page 22*

L'Agenda relève la tête, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Il y a plus de trente ans, après ce que d'aucuns appellent « les événements de la fin des années 1960 », l'espoir était fort dans la militance anarchiste qui œuvrait dans le mouvement syndical. Les désillusions allaient venir, mais on allait de l'avant tout en discutant sur l'avenir du mouvement social. Par exemple, quand on comparait la question des sous, on notait dans les différentes boutiques syndicales des « disparités ».

Dans la CFDT, pour ne pas la nommer, les syndicats envoyaient la soudure à la confédération qui redistribuait ensuite. Alors qu'à la CGT les structures syndicales géraient elles-mêmes leurs finances... Pourquoi égrener ces souvenirs ? Parce qu'en ce début du XXIe siècle, la centrale de Montreuil a renchéri sur l'ex-organisation du square Montholon. Donc, dans la majorité des syndicats dits représentatifs, quiconque ruera trop dans les brancards sera, dans les faits, bâillonné. Plus de finances, plus d'expression écrite, plus de journaux syndicaux oppositionnels, donc plus de débat. Malgré les discours, il semble bien que le syndicalisme « reconnu » n'ait plus besoin de militantes et de militants, mais juste de gens qui cotisent. On me dira que c'est dans la réalité depuis des lustres, mais là, l'afflux de couleuvres dépasse le minimum syndical !

La journée intersyndicale grèves-mobilisation du 19 mars peut être vue comme un défouloir soigneusement bridé, la colère ouvrière devant s'arrêter avant les négociations !

Pourtant, quand on écoute ce qui se dit à la base de la CGT, Bernard Thibault est voué aux gémonies, pour ne pas dire plus. Déclarer que l'éclatement gronde ici et là est peut-être exagéré, mais les ronds de cuir du syndicalisme vont avoir chaud aux fesses. Le nerf de la guerre, les cotisations syndicales auraient de plus en plus de mal à arriver à la porte de Montreuil.

Pourtant, comme le disait dernièrement un sociologue sur les étranges lucarnes, « on a cru avoir affaire à des salariés apathiques, on risque de s'apercevoir que ce n'est pas le cas ». Quid des syndiqués, de celles et ceux dont les entreprises licencient tout en engrangeant des bénéfices ? Alors, « syndicalisme du front du refus » ou « syndicalisme d'accompagnement du libéralisme économique », le choix ne peut se limiter à ces problèmes. Car si le syndicalisme doit servir à construire une autre société, cela ne doit pas passer par « un partage équitable » entre permanents syndicaux. Saurons-nous dépasser les patriotismes de boutiques pour l'unité dans les luttes ? Là est toute la question.

La loi pénitentiaire

Jacques Lesage de La Haye

Groupe Berneri

Le Sénat a ratifié la loi pénitentiaire. En mai, ce sera l'Assemblée nationale qui décidera si oui ou non la réforme des prisons passera par la loi que propose la garde des Sceaux, Rachida Dati.

Tout n'est pas à critiquer. On y trouve même des propositions intéressantes et des améliorations incontestables. Mais ce qui est effarant, c'est de constater que nous en sommes encore là. En 2000, députés et sénateurs de droite et de gauche confondus avaient publié un rapport accablant, intitulé : « Prisons, une humiliation pour la République ».

Le 16 janvier 2007, aux États généraux de la condition pénitentiaire, Nicolas Sarkozy a pris un engagement solennel (un de plus !) : « La prison doit changer, la prison va changer. » Or, tout ce qui est rédigé dans le projet de loi de la Garde des Sceaux est en retrait du rapport 2000 et va même à l'encontre de ce qui était préconisé. Il était indiqué que plus des trois-quarts des détenus n'ont pas leur place en prison : les mineurs, les étrangers, les usagers de drogues et les malades mentaux. C'est d'ailleurs tout ce que les combats de la lutte anticarcérale avaient mis en évidence de 1971 à 2000, mais y étaient inclus les délinquants économiques et les criminels sexuels.

Pour chacune de ces catégories de prisonniers, d'autres solutions que la prison restent à inventer. Ce ne sont pas les propositions qui manquent ! Les alternatives existent depuis les années soixante, mais ne sont appliquées qu'au compte-gouttes en fonction de l'alternance des gouvernements.

La mesure qui suscite le plus de commentaires est la recommandation d'encellulement individuel pour tous les établissements pénitentiaires. Cela est d'autant plus souligné que Rachida Dati s'est déclarée contre, arguant du fait que « le parc pénitentiaire » ne dispose pas de suffisamment de places. Elle en a profité pour promouvoir le prétendu bien-fondé de création de nouvelles prisons.

Dans le rapport 2000, il avait été mis en évidence qu'il ne fallait plus en construire. Cela crée un appel du vide, ce dont a horreur la justice. Elle s'empresse de le combler, en enfermant de nouveaux délinquants.

Cela renvoie à l'horizon 2014 la possibilité de cellule individuelle pour tout détenu qui le souhaite. Les sénateurs ont passé outre. Ils insistent sur le principe de l'encellulement individuel, en tablant sur la nécessité de conformité avec les règles européennes. Comme ils ne sont pas dupes de la réalité, ils admettent cependant comme exceptions les questions de sécurité et la réalité des places disponibles. Certains pays d'Europe appliquent le « numerus clausus », c'est-à-dire une cellule, un détenu. Quand la prison est pleine, on n'incarcère plus.

Une autre décision retient l'attention: l'obligation d'activités en prison. Le rapporteur de la Commission des lois, Jean-René Lecerf, tient à préciser: « Une majorité de détenus ont actuellement très peu d'activités, voire aucune. » Il a même été envisagé que les prisonniers les plus démunis bénéficient d'une rémunération en numéraire.

Mais là où le bât blesse, c'est que les sénateurs n'ont pas eu le courage d'exiger de mettre en place un contrat de travail pour les personnes incarcérées, à l'identique de tous les travailleurs libres. Leurs misérables arguments s'appuient sur le fait que la sécurité des établissements et les éventuels transferts des détenus rendraient difficile l'application du contrat de travail.

Mais il y a pis. Ils ont supposé que l'importance des taxes professionnelles ferait fuir les entreprises et irait à l'encontre de l'extension de l'emploi dans les prisons. Quant à la rémunération des détenus, qui, dans toutes les plateformes de revendications des prisonniers depuis les années soixante-dix à aujourd'hui, doit s'aligner sur le SMIC, le gouvernement a tenu bon et s'y est opposé farouchement. Le Sénat a cédé à l'idéologie dominante. Les sociétés qui fournissent du travail derrière les murs veulent rester anonymes, car elles ne le font pas par humanisme ou philanthropie, mais bien par appât du gain.

Nous pouvons signaler un progrès minime: la peine maximale de mitard passe de quarante-cinq à vingt et un jours... En 2000, les sénateurs avaient proposé que la peine de mitard n'aille pas au-delà de vingt jours! Quant aux revendications des concernés, c'est-à-dire les détenus, il était demandé l'abolition du mitard [1].

Mais, comme toujours, il y a une exception. Si la punition est prononcée pour des violences physiques exercées sur une ou plusieurs personnes, la condamnation peut monter jusqu'à trente jours de cellule disciplinaire. Dans les faits, vu la surpopulation, la violence est exacerbée et les bagarres sont nombreuses. Cela peut donc se résumer par deux pas en avant, un pas en arrière!

Pour les mineurs, le mitard ne peut pas excéder sept jours. Il devrait être supprimé depuis longtemps. L'enfermement n'est en aucun cas éducatif.

Les sénateurs souhaitaient interdire les fouilles intégrales des détenus. Mais la pénitentiaire veille, puisque le principe des fouilles « internes » a été interdit, sauf « impératif exceptionnel », décrété par la prison. Avec l'argument de la sécurité, les surveillants auront carte blanche et les directeurs seront couverts.

Il s'agit, très clairement, de la fouille à nu, avec exploration du vagin et de l'anus... Là, nous atteignons le summum de cette loi pénitentiaire.

Les personnels pénitentiaires, sous le prétexte de l'usage de la force, vont pouvoir se servir d'une arme à feu. À quand les bavures? Dans un autre domaine, il nous a toujours été répété sur tous les tons que, excepté pour les détenus particulièrement surveillés (DPS), la censure du courrier n'existait plus depuis longtemps. Or, avec cette nouvelle loi, les lettres pourront être retenues pour raisons de sécurité. C'est, une fois de plus, la porte ouverte à bien des abus! Surtout que la loi prévoit désormais que les matons prêtent serment...

Les détenus, aujourd'hui, ont la possibilité de téléphoner dans les établissements pour peines. Le Sénat a souhaité étendre ce droit aux maisons d'arrêt. Mais il a été restreint par le gouvernement dans le cadre du maintien de l'ordre et de la sécurité. En clair, ce sera au bon vouloir de la pénitentiaire, puisque chaque directeur est le seul maître dans sa prison. Pour les détenus qui effectuent des démarches, par exemple, auprès des services sociaux ou en recherche d'emplois, en vue d'une libération conditionnelle, ils pourront donner l'adresse de l'établissement où ils seront incarcérés, s'ils n'ont pas ou plus de domicile. Fresnes, la Santé, Fleury-Mérogis, Villepinte ou Bois-d'Arcy sont, c'est bien connu, d'excellents laissez-passer pour une réinsertion sociale!

Les mesures les plus positives sont celles qui visent à multiplier les alternatives à la prison, en particulier les aménagements de peine, placements extérieurs, semi-libertés et libérations conditionnelles. Les sénateurs insistent beaucoup sur l'assignation à résidence, avec surveillance électronique fixe ou mobile. Certes, cette dernière solution évite l'enfermement, avec toutes ses conséquences. Elle comporte, en revanche, un risque majeur: la prison à la maison, la prison dans le corps, la prison dans la tête avec une mise en place insidieuse d'un mécanisme paranoïaque. Les détenus sont très partagés sur la question du bracelet. Aux États-Unis, où cette pratique existe depuis plus de vingt ans, de nombreux rapports ont signalé la dangerosité sur le plan psychique pour les personnes porteuses du bracelet sur un temps long. Un travail d'intérêt général (TIG) peut être accompli pendant l'alternative ou l'aménagement de peine. Surtout, ces décisions pourront être prises deux ans avant la fin de la peine, alors que, jusqu'à maintenant, ce n'était qu'un an. Ce qui est une amélioration certaine. Mais que tout cela est bien timoré! Combien nous sommes loin de la prise de conscience des députés et des sénateurs de 2000!

C'est l'amnésie quasi totale par rapport aux expériences internationales. Le Projet de développement des nouvelles carrières de l'État de Massachusetts (années soixante et soixante-dix) rend compte d'une récidive de seulement 15 % des mineurs passés par des foyers et des familles d'accueil contre 45 % pour ceux qui ont fait de la prison. De même, pendant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les jeunes qui sont allés à la ferme de Laplanche, à Champoly, entre Le Puy et Saint-Étienne, n'ont récidivé qu'à 22 %, alors que ceux qui avaient effectué de la prison avaient récidivé à 50 %. Ces exemples peuvent être multipliés à l'infini. Les expériences sont nombreuses. Mais la bonne volonté ne suffit pas. Une réflexion politique s'impose. Que peut-on penser d'un État qui préconise la prison comme une arme sécuritaire, alors que l'enfermement entraîne la récidive maximale?

Il est clair que sa stratégie vise à faire monter la peur dans toutes les catégories de la société, quelles qu'en soient les conséquences. Partant du constat que l'enfermement est un des principaux facteurs de récidive, nous pouvons conclure que l'abolition de la prison est le traitement le plus sécuritaire de la délinquance. Et, pour ce qui est de la délinquance primaire, le refus de tout angélisme nous amène à reconnaître qu'elle existera toujours. Toutefois, une gestion réellement égalitaire de la société la fera considérablement diminuer. Dans nos états démocratiques, les trois-quarts des délits et des crimes sont économiques. Malgré les déclarations ronflantes sur les Droits de l'homme et les devises qui parlent de Liberté et de Fraternité, l'État défend ses privilèges, le pouvoir et la propriété, à n'importe quel prix. Il vante sur le mode incantatoire les vertus de la démocratie, mais s'asseoit avec cynisme sur le désir de liberté.

J. L. de L H.

1. Au mitard, on se suicide sept fois plus qu'en détention normale. Et, en prison, les détenus se suicident sept fois plus que les gens dans la société!

Morault... Vache !

Les patrons voyous n'en finissent pas de perpétrer leurs sales coups contre les salariés et leurs représentants syndicaux.

Pour les 56 salariés et salariées d'ION (Imprimerie offset numérique) qui vont se retrouver sur le carreau, l'explication fournie par leur patron est un peu rapide. Certes, les jaquettes de CD représentent le gros des commandes de cette imprimerie située sur la zone du Madrillet (Saint-Étienne-du-Rouvray dans le 76) et le marché du CD s'effondre depuis qu'on peut télécharger la musique à partir d'un ordinateur. Mais pour les salariés du Filpac-CGT (Syndicat des industries du livre, du papier et de la communication), la véritable explication est ailleurs. « Les ennuis ont commencé quand on a monté un comité d'entreprise », soulignent Florence Sainsaulier et Didier Rougeolle, élus au CE.

La CGT ne serait pas la bienvenue au sein du groupe Morault, qui compte douze entreprises en Normandie, en Picardie et en Champagne : « Par le biais de Lecerf Imprimerie, qui appartient au groupe, nous assurions tous les imprimés de la Matmut. Un marché énorme ! ajoutent les élus du personnel, qui reprochent au patron de ne pas tout faire pour sauver l'imprimerie stéphanoise. Aujourd'hui, les imprimés partent à Reims. Alors que le siège national de la Matmut est à trois kilomètres d'ici ! »

Par ailleurs, même si le marché du disque s'effondre, il y a selon les élus du CE « d'autres choses qui se développent, comme celui des jaquettes de jeux vidéo ».

Ils accusent enfin leur patron d'avoir fait de l'argent sur le dos de l'imprimerie : « Même s'il a été revu à la baisse, ION payait 260 000 euros de loyer annuel au groupe. Des machines étaient louées à ION par une société du groupe, la maintenance était assurée par une société du groupe, la facturation aussi. »

Autant d'arguments que le patron réfute. « Il existait 6 000 imprimeries il y a trois ans, il n'en reste plus que 3 000 aujourd'hui. Et 95 % d'entre elles connaissent des difficultés », martèle Yves-Marie Morault. Il prend l'exemple du *Quid*, qui n'existe plus, 2 000 pages tirées à des centaines de milliers d'exemplaires, ou les administrations qui passent par internet. « L'imprimerie, c'est fini ! »

« Je ne vais pas faire couler le groupe pour sauver la boîte », poursuit-il, en précisant qu'il perd le capital qu'il avait réinjecté dans l'affaire. « À 63 ans, j'ai les boules... », lâche-t-il, en reconnaissant que ça ne l'empêche pas de dormir la nuit.

Les salariés aussi ont les boules. Lundi soir, les élus ont négocié les indemnités de départ avec la direction. Vendredi, ils partiront avec un chèque représentant grosso modo un mois de salaire par année de présence, soit le minimum légal (la plupart ont entre 15 et 20 ans d'ancienneté). Une cellule de reclassement va également être mise en place. De quoi voir venir et se préparer... à quelques nuits sans sommeil.

Parole tenue !

Avant les élections professionnelles de décembre 2007, YM Morault lâche : « Si un syndicat s'implante, je ferme l'entreprise. » Entre les 2 tours, il change le siège social de Rouen à Paris.

Parole tenue : en effet, par décision du Tribunal de commerce du 19 janvier 2009, cette imprimerie employant 56 salariés, est mise en dépôt de bilan le 31 janvier 2009. Simultanément, ils apprennent que le matériel doit être démonté à Saint-Étienne-du-Rouvray pour être rétrocédé à son propriétaire, une autre société du groupe, pour être remonté à Amiens, vierge de syndicalistes.

Donc, depuis le 24 février les salariés et salariées soutenus par la CGT campent devant leur entreprise de jour comme de nuit. Ils réclament des indemnités de licenciement complémentaires à hauteur du préjudice subi. Tout d'abord, la décision du tribunal de Commerce s'est inscrite sur un déficit truqué (charges locatives exagérées.). De plus, pour retrouver du travail dans cette activité, c'est quasiment mission impossible, et même dans d'autres secteurs.

Le 5 mars 2009, onze salariés et salariées (quasiment tous les syndicalistes et membres du CE, comme par hasard) ont été assignés à comparaître devant le Tribunal de Grande Instance de Rouen, suite au blocage de l'accès de l'entreprise. Près de 70 personnes étaient venues soutenir les syndicalistes (salariés de l'entreprise, mais aussi par solidarité, des enseignants, des cheminots, électriciens et gaziers, travailleurs de la santé).

Le liquidateur a réitéré la demande de YM Morault de débloquer l'entrée de l'entreprise et de permettre ainsi la restitution des machines à son propriétaire.

L'avocate ayant fait valoir la pratique régulière du groupe (550 salariés répartis sur 12 sites) de faire régner un climat de terreur et d'intimidation (récemment, une salariée gagne son procès aux Prud'hommes dans une société du groupe ; devant le non-paiement des sommes exigées, l'huissier commis pour faire exécuter la décision veut saisir du matériel pour obtenir satisfaction, mais ce matériel disparaît), l'appréciation de l'expert-comptable assurant que le créneau : DVD, jeux vidéo, est porteur, que le dépôt de bilan a été truqué, que les salariés et salariées ont été floués par la volonté de leur patron de vouloir fermer l'usine par antisyndicalisme primaire, demande qu'une médiation intervienne pour discuter des revendications des salariés.

Après une courte interruption de séance, les salariés obtiennent un répit par le souhait exprimé par le groupe Morault (et non plus seulement, YM Morault) de réfléchir à cette possibilité.

L'audience a donc été renvoyée au 12 mars. Le pire scénario a été évité, c'est-à-dire, la décision de débloquer immédiatement l'accès de l'entreprise ; la solidarité interprofessionnelle a joué un rôle important, même si la perte d'emplois n'est pas enviable.

Au moment où on écrit ces lignes, une dizaine de salariés et salariées tient encore la grille, façon piquet de grève, afin d'empêcher le démontage des machines. Feu de camp, café, sandwichs, émaillent les discussions et la rancœur n'a pas atténué la révolte. Au moins, la dignité des salariés et salariées se sera fait entendre et respecter.

À suivre...

Guy et Virginie
groupe de Rouen

Brèves de combat

Rouillan, retour en prison

Le tribunal de l'application des peines de Paris a rejeté la demande de libération conditionnelle de Jean-Marc Rouillan, jugeant cette requête « illégale », sous prétexte qu'il n'avait pas effectué une année complète de semi-liberté. De fait, Jean-Marc a été une fois de plus l'objet d'une décision d'exception rendue par une justice d'exception. Jean-Marc Rouillan est hospitalisé depuis le 6 mars dans l'unité hospitalière sécurisée interrégionale, au sein de l'hôpital nord de Marseille. Sans doute pour une pneumopathie.

Libérez Julien Coupat !

Personne n'a pu pénétrer dans le tribunal pour cause de huis clos. De très nombreux journalistes, quelques slogans « Libérez Julien », d'autres pas très violents, qui ont tout de même entraîné une expulsion manu-militari par deux rangs de flics, non équipés, qui poussaient, sous prétexte de ces slogans. Ceux-ci ont alors enflé, tant dans le volume sonore que dans les termes : « Police partout, justice nulle part », « Police partout, justice de classe », « Pétain reviens, tu as oublié tes chiens ». Le petit groupe a été refoulé jusque de l'autre côté de la rue, les flics empêchant une dizaine de soutiens qui discutaient tranquillement de retraverser la rue. De quoi ont-ils peur ? Des hommes invisibles ?

Police partout

Quatre cents militants et alternatifs de Tours organisaient une soirée tranquille, histoire de faire la fête dans le centre-ville autour d'un feu. Les policiers sont arrivés et ont commencé à gazer tout le monde, injustement, sans raison apparente, dans le seul but de provoquer et sous prétexte que ce rassemblement festif dérangeait. L'affrontement a duré près de trois heures et de nombreuses personnes ont été arrêtées. Douce France !

Justice nulle part !

Chose rare, les deux principaux syndicats de magistrats condamnent les propositions avancées par la commission. L'Union syndicale des magistrats et le Syndicat de la magistrature critiquent le fait que « le parquet devienne le seul maître des procédures pénales sans aucune modification de son statut, qui puisse garantir son indépendance. Le risque majeur, qui est de ne plus avoir de magistrat indépendant chargé de l'enquête, est éludé d'un revers de main. L'accès démocratique au juge d'instruction par le fait de se porter partie civile risque tout bonnement de disparaître ».

La rue de la banque résiste

Les familles de la rue de la Banque à Paris ne fléchissent pas, après trois mois de campement. Chaque nuit le campement se peuple et accueille environ une centaine de personnes, en grande majorité des mères de famille, logées dans des hôtels, ou des hébergements précaires. Des sans-abri participent également au mouvement.

Hôpitaux, état d'urgence !

Le président du conseil d'administration de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris annonce un déficit devant s'afficher à plus de 100 millions d'euros en 2009, contre moins de 20 millions en 2008, et un plan social qui devrait conduire à la suppression de 700 postes, dont au moins deux tiers du personnel soignant : infirmières et aides-soignantes… Et vive la sarkozie galopante !

SOS Sécu !

La Sécurité sociale annonce un déficit record pour en 2009-2010 « lié au ralentissement de l'activité économique ». Cela n'annonce rien de très réjouissant en matière d'évolution de la couverture sociale. Act-Up Paris craint même que cela puisse servir de prétexte au gouvernement ultralibéral pour remettre en cause la couverture à 100 % des Affections de longue durée (ALD).

Manif des femmes

Deux manifs à Paris cette année. La première rassemblait des organisations féministes (présence anar minimum) et à la seconde participaient, entre autres, les Panthères roses, le collectif Clito, Act-Up et des militants et militantes de la Fédération anarchiste… Debout femmes esclaves et brisons nos entraves !

Religion et loi du talion

Une Iranienne défigurée à l'acide et rendue aveugle s'est déclarée en Espagne « soulagée » par l'application de la loi du talion contre son agresseur, condamné à perdre la vue par la justice iranienne, selon plusieurs interviews publiées dans la presse espagnole. Quand sortirons-nous de ces horreurs ?

Athéisme affiché

Après Madrid, c'est au tour des villes de Montréal et de Toronto d'accueillir des autobus et tramways placardés du slogan « Dieu n'existe probablement pas. Alors cessez de vous inquiéter et profitez de la vie ». En revanche, le Vatican a tout fait pour empêcher la présence de ces affiches dans les villes italiennes.

Portnawak !

Des chercheurs américains déclarent avoir localisé la zone du cerveau qui contrôle la foi. Remettre en question la religion ayant comme origine la biologie plutôt que la culture ne serait-il pas le dernier coup des anti-darwiniens et autres scientologues qui ont pignon sur rue aux États-Unis ?

Suicide à Pôle Emploi

Notre collègue Jacques Suchecki s'est pendu dans son agence Pôle Emploi de Saint-Quentin vendredi 6 mars 2009. Notre première pensée va bien évidemment à ses proches et à ses collègues.

Les causes d'un suicide sont multiples et pas du seul fait de l'entreprise. Elles sont le résultat d'un cocktail explosif: emploi du temps surchargé, charges de travail excessives (plus de 182 demandeurs d'emploi suivis mensuellement par portefeuille), carences en gestion humaine, management individuel par le stress, horaires de travail non contrôlés et salariés sous pression…

Depuis des mois, Solidaires-Sud-Emploi et les organisations syndicales de Pôle Emploi alertent une direction sourde et aveugle du risque de survenance de tels événements. L'aveuglement de la direction de Pôle Emploi est criminel. Rappelons que le Code du travail fait obligation aux employeurs d'évaluer les risques professionnels, y compris psychosociaux; la loi leur impose même une obligation de résultat. Et Pôle Emploi ne remplit pas son obligation de résultat. Une enquête accident du travail devra faire la lumière sur les causes de ce drame.

Mais, dans l'immédiat, Solidaires-Sud-Emploi demande à la direction de Pôle Emploi de faire une communication interne forte pour à la fois souligner la gravité de l'événement et assumer la part du travail dans sa survenue. Si rien ne doit bouger, on peut craindre que ce drame en entraîne d'autres en levant un tabou chez des collègues nombreux qui vivent une situation comparable à celle de Jacques Suchecki.

Cependant nous ne voulons pas oublier que « de l'autre côté du guichet », chez nos usagers demandeurs d'emploi et précaires, la misère et le désespoir provoquent des drames tout aussi intenses dans l'indifférence quasi totale.

Face au désespoir et à la souffrance, à la dureté de la vie au travail ou sans travail, il n'existe aucune fatalité humaine ou sociale. La réponse est dans l'action collective et syndicale pour faire céder les directions, obtenir des emplois supplémentaires, des salaires plus élevés, des conditions de sécurité, d'hygiène grandissante, au lieu de la régression actuelle sur les questions responsables de tels drames.

D'après un communiqué de Sud-Emploi du 9 mars 2009

Total ment totalement

Le groupe pétrochimique Total a annoncé il y a quelques jours la suppression de 555 emplois (le nombre exact serait de 624 selon la CGT de la boîte) sur différents sites: Gonfreville et Notre-Dame-de-Gravenchon dans la Seine-Maritime et Carling dans la Moselle. La main sur le cœur, le secrétaire général de Total a tenu des propos lénifiants excipant qu'il s'agissait de « départs à la retraite non remplacés, sans licenciements vu qu'il s'agissait simplement de modifier l'organisation ». En résumé, le dénommé Jean-Jacques Guilbaud n'a pas lésiné dans le foutage de gueule, rien que de très classique en somme comme chez tous les lascars qui dissimulent des cadavres dans les placards.

Mais quelle est la situation financière du groupe qui s'autoproclame « grand défenseur de la planète? » Total affiche une rentabilité moyenne de 26 %; son bénéfice net a été de 14 milliards d'euros en 2008 (en augmentation de 14 % par rapport à 2007); ses actionnaires ont eu droit à un supplément de dividendes de l'ordre de 10 %. Bref, le fric coule à flots dans les caisses de Total ou plutôt de celles de ses actionnaires majoritaires car le capital du groupe appartient à 88 % à des investisseurs institutionnels (essentiellement des fonds de pension majoritairement anglo-saxon, à hauteur de 30 % pour les États-Unis et 14 % pour le Royaume-Uni). Les actionnaires individuels détiennent 8 % du capital et pour leur part les salariés peuvent se la jouer « propriétaire », mais à hauteur de moins de 4 %.

Mais au fait comment Total est-il devenu le premier groupe du CAC 40? Total a construit sa fortune et continue de la faire gonfler en exploitant les ressources minérales (pétrolières et gazières) dans une trentaine de pays dans le monde. Mais cette entreprise « éthique » n'a jamais hésité à collaborer avec les dirigeants les plus corrompus ou sanguinaires de la planète, par exemple ceux du Nigeria et de la Birmanie. Quand les droits sociaux, les salaires, les conditions de travail sont mis au menu des discussions, Christophe de Margerie (le big boss de Total) baille d'ennui vu que les mots pillage, prédation, corruption, sont la marque de fabrique de la multinationale qu'il dirige.

Nous savons bien que la recherche du profit à tout prix est l'essence même du capitalisme, mais pour notre part si nous n'avons pas de pétrole, nous avons en revanche une belle idée: n'est-il pas grand temps de transformer notre Total dégoût en carburant des luttes?

Sami Chemin

Les empêcheurs d'expulser

Après la manifestation illégale contre les prisons pour étrangers (CRA) et contre l'enfermement sous toutes ses formes qui s'est déroulée à Nîmes le 28 février et a réuni quelque deux cents manifestants, dans le quartier du Mas-de-Mingue, le 2 février c'est au port de Sète que des militants déterminés ont fait échouer l'expulsion de trois sans-papiers. Pas de doute, ça bouge du côté du Gard et de l'Hérault !

L'alerte avait été donnée depuis quelques jours, par des camarades parisiens, afin d'empêcher l'expulsion de Mohamed Ngadi, le dernier des grévistes de la faim du CRA de Palaiseau. Mohamed a été incarcéré cinq mois pour avoir résisté par deux fois à son expulsion. Après la prison et dans l'attente de sa prochaine expulsion, deuxième enfermement, cette fois au CRA de Palaiseau, où il a participé pendant une dizaine de jours au mouvement de grève de la faim déclenché dans cette taule pour étrangers.

Pour éviter une nouvelle rébellion de sa part, il était prévu qu'il rallie Montpellier par avion, pour être conduit ensuite jusqu'à Sète et embarqué dans une cabine-cellule sur un ferry de la Comanav, via le Maroc. En effet, les expulsions par bateau sont plus difficiles à faire échouer, c'était sans compter sur la détermination de nos camarades du Gard et de l'Hérault. Le départ du bateau était prévu pour 19 heures, Mohamed et deux autres sans-papiers se trouvaient déjà à bord, dans leur geôle flottante, embarqués hors de la vue des passagers « légaux » de la traversée pour le Maroc. L'information ayant été relayée durant le week-end, environ vingt-cinq camarades se trouvent sur place, déterminés à investir le bateau. Se déjouant des contrôles du service de sécurité et de la douane, la plupart d'entre eux sont parvenus à se positionner sur les parties les plus hautes du ferry, près de la cheminée, cinq sont restés bloqués sur la passerelle d'accès. La surprise ayant joué en faveur des « empêcheurs d'expulser », les forces de la « répression » n'étaient composées au départ de l'action que par les agents de sécurité et cinq agents de la PAF.

Rapidement le commandant prend contact avec ceux restés sur la passerelle. Il confirme que, outre Mohamed, deux autres sans-papiers ont été embarqués, mais qu'il ne peut prendre seul la décision de débarquer ces passagers forcés. Il argumente que sa latitude à refuser d'embarquer des sans-papiers est moindre que celle des commandants de bord de l'aviation, car sur un bateau les expulsés sont mis en cellule et ne représentent donc aucun danger. Il précise également qu'il refuse parfois des embarquements pour raisons médicales. Il faut signaler que Mohamed, qui vient de faire une grève de la faim, a perdu dix kilos ! Il est donc sans nul doute en parfaite santé... Les négociations durent, il nous est alors proposé d'aller voir les trois infortunés dans leur cachot flottant. Mohamed paraît très fatigué, il semble avoir perdu espoir, mais notre visite lui fait plaisir. Avec lui, Kamal, qui ne comprend pas pourquoi il se trouve dans cette situation, car il vit en couple avec une Hollandaise et a deux enfants.

Le scénario a alors changé, dès lors que le retard pris pour le départ s'est accentué. La présence policière s'est intensifiée ; environ une trentaine de représentants des forces du désordre. Le commandant nous informe qu'il a pris contact avec le préfet pour pouvoir débarquer les trois expulsables qui partiront sous nos yeux, menottés et sous bonne garde.

Procès verbal nous est dressé mais le commandant n'a pas porté plainte. Opération coup de poing réussie cette fois, mais demain combien seront encore enfermés, expulsés ? La lutte continuera donc, jusqu'à « plus de frontières, plus de papiers, plus de prisons » et elle va également continuer du côté du Gard et de l'Hérault.

Laure

Afrique 21

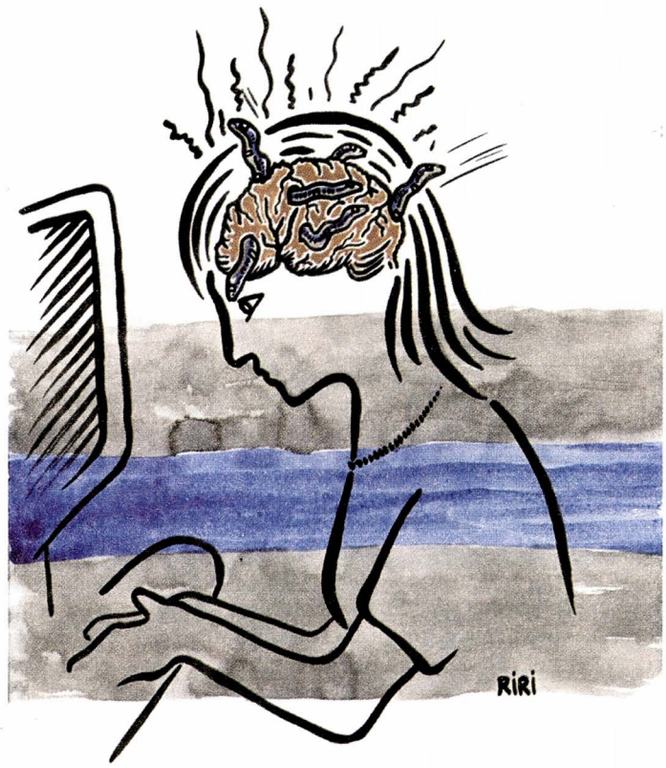
Après plus d'un an d'absence, **la revue *Afrique* 21** ressort avec une nouvelle maquette et une équipe renouvelée. Revue à but non lucratif réalisée par des bénévoles, elle a pour objectif de se faire l'écho des luttes sociales africaines.

Indépendant financièrement et dans son fonctionnement de toutes les institutions politiques, économiques et religieuses, son comité de rédaction est composé d'associations, de syndicats ainsi que de personnes se reconnaissant dans sa ligne éditoriale et son mode de gestion collectif.

www.afriques21.org
contact@afrique21.org

Ligne de front en entreprise

réflexions syndicales depuis la SNCF



Sitta Neumayer

groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste et SUD-Rail

Dans des articles précédents [1], j'évoquais les conditions de travail pour déconstruire les représentations individualisantes que nos tyrans ont su rendre séduisantes, et cherchais comment retrouver, avec ce champ d'action, une vision et une conscience collectives [2, 3]. Plus particulièrement sur le stress, une enquête partielle commandée en 2003 par un CE SNCF illustrait la pathologie de la conception hiérarchique des organisations : une tête (cadres supérieurs et cadres) mise hors d'état de penser sereinement, et des bras (maîtrises et exécutions) mis hors d'état d'agir sereinement. Ceci au service d'un pouvoir supérieur neutralisant la critique du système, tant par l'analyse (qui devrait être la dignité des cadres dans ces organisations) que par l'action (qui reste la dignité des exécutions et maîtrises). Ainsi avance-t-on sans voir. Le sens de chaque étape apparaît une fois dépassée, dans un contexte de multiplication des réorganisations dans tous les services, empêchant d'avoir des points de repères durables, et masquant la supercherie du « management ».

Grâce à la ténacité de certains syndicalistes (parmi lesquels des militants SUD) et à la médiatisation du stress par plusieurs drames récents, des CHSCT (Comité d'hygiène sécurité et conditions de travail) ont néanmoins réussi à faire s'engager la SNCF dans une campagne de prévention du risque. Non sans résistance de la Bête.

Rappels de définition

Le stress est une réaction de défense biologique et psychique pour répondre à ce que l'organisme perçoit comme une agression. Il engendre un état d'activation générale créant une tension. Il est trompeur de parler de « bon » ou de « mauvais » stress, car s'il peut mettre en état de surmonter la difficulté, c'est parce qu'il y a eu agression extérieure pour le déclencher. La question n'est donc pas celle de la nature bonne ou mauvaise du stress, mais celle de la nature, de l'intensité et de la durée de l'agression. Comme l'accident musculaire suite à une activité physique incompatible avec la mécanique du corps, ou trop forte, ou trop longue, le stress devient insupportable et générateur de maladies si l'agression qui l'a déclenché s'avère d'une nature, d'une intensité ou d'une longueur qui dépasse les capacités d'adaptation et de résistance.

Parallèlement, les conditions de travail – particulièrement des emplois de bureau – sont souvent vécues de manière très individuelle, et les souffrances considérées comme une tare personnelle, parce qu'elles renvoient à une capacité propre à les supporter ou pas ; parce qu'elles impliquent des mécanismes psychologiques fonction de notre intimité, que l'on ne met pas ouvertement dans le champ social ou professionnel, et que l'on ne peut comparer avec les collègues selon des critères objectifs ; ou parce qu'elles s'exercent – pour les cadres notamment – dans des postes de plus

en plus individualisés et solitaires (chacun son boulot, ses objectifs, ses résultats... et sa paye).

La définition du stress selon l'Agence européenne pour la sécurité du travail reste dans cette ambiguïté, dont l'objectif est de maintenir une vision individuelle des conditions de travail. Pour cette agence, le stress survient lorsqu'il y a déséquilibre entre la perception qu'a un individu des contraintes imposées par son environnement, et la perception qu'il a de ses propres ressources pour y faire face. En réalité, l'échange entre collègues ferait apparaître un système collectif, dans sa définition, ses mécanismes et ses effets. Il n'est qu'à prendre l'urgence pour voir qu'on la gère souvent en la reportant les uns sur les autres; c'est donc une construction collective d'un état permanent d'urgence, avec ses conséquences psychologiques sur les conditions de travail. Derrière un vécu individuel, il y a donc un phénomène directement lié à une conception du travail et de ses conditions: la « révolution managériale » chère aux DRH.

Dans ce cadre d'analyse, le stress et les facteurs qui le génèrent sont d'intéressants révélateurs des conditions de travail, où l'on voit la vraie nature des organisations hiérarchiques.

L'enquête générale SNCF de 2006

Après celle de 2003, partielle, la SNCF a concédé une étude à l'échelle de l'entreprise en 2006-2007 [4]. Sans surprise, la présentation officielle qui en est faite s'ingénie à diluer le lien avec les conditions de travail. Ainsi de l'entretien donné par le responsable de l'étude au *Journal de l'institut des métiers* (organisme paritaire permettant d'occuper quelques syndicalistes des cinq centrales confédérales, plus le Syndicat national des cadres supérieurs – une amicale de défense de l'élite dirigeante! – en les associant à des études pour accompagner le changement...).

Il rappelle d'abord que « l'enquête a aussi évalué les conditions de travail, de vie personnelle, les événements marquants de la vie, ainsi que la consommation d'alcool et de tabac, le niveau d'angoisse et de dépression, les difficultés de sommeil, et le niveau de santé physique, qui sont des éléments objectifs et médicaux ». Ainsi met-on sur le même plan, au nom de l'objectivité, causes et effets, aspects professionnels et extraprofessionnels.

Ensuite, il souligne qu'il n'y a pas de métier surexposé au stress ou au contraire protégé; ça concerne tout le monde. Et quantitativement, le score moyen à la SNCF est voisin de celui des autres entreprises; idem pour la proportion de personnes gravement atteintes, nécessitant des soins (5 %). Présentation très ambiguë, car derrière le discours de reconnaissance d'un phénomène on le banalise et on le rend « normal » parce que normé.

Sur les résultats, on met en avant des attributs de la personne et non du travail. Premier facteur de stress cité: le sexe! Les femmes sont plus touchées que les hommes car plus exposées aux facteurs anxieux. On ne cherche pas les conditions faites aux femmes qui seraient plus stressantes que celles faites aux hommes; c'est le sexe lui-même qui est facteur de stress, dans cette vision si sournoise d'équivalence entre cause et effet. Et l'on finit par énoncer: « conflits du travail, difficultés familiales, agressions professionnelles, perception de mauvaise santé, le stress est multifactoriel. Il ne relève pas seulement des conditions de travail, même si celles-ci peuvent y contribuer ».

Ainsi désarmée de sa charge potentiellement critique du travail, la gestion du stress peut dérouler son cadre sous étroit contrôle: « Les médecins du travail doivent porter leur attention sur la situation sociale, médicale et familiale des employés et accroître leur vigilance sur ceux qui sont en situation de difficulté familiale ou personnelle. » On peut bien alors jouer les abbé Pierre: « Permettre le dépistage de ceux qui souffrent et les reconnaître "en souffrance" pour nous occuper d'eux [...] apprendre à reconnaître les états de stress qui relèvent d'une vraie maladie, à savoir l'anxiété et la dépression. » Et de conclure: « Le stress est une question médicale, dont les facteurs ne sont pas tous médicaux. » En clair, il n'est pas charitable de dire « salauds de stressés », parce que ce sont simplement des malades mentaux à traiter!

L'outil des CHSCT

Face à cela, certains CHSCT ont bataillé avec succès pour réintégrer, dans le cadre d'une campagne de prévention des risques, le lien entre stress et conditions de travail. Car si ce n'est pas une causalité exclusive, on est quand même dans le cadre de l'entreprise et c'est le champ d'action immédiat que l'on a.

Ainsi, dans un quatre pages distribué à l'ensemble des agents de la branche Infrastructure figurent, à côté des rubriques « Identifier les signes évocateurs de stress », « Comprendre les mécanismes du stress » qui reprennent les aspects médicaux, d'autres rubriques « Connaître les causes du stress », « Anticiper en adaptant son comportement » et « Savoir vers quels acteurs se tourner » qui remettent en bonne place le rapport au travail, l'action collective et les acteurs autres que ceux par nature du côté de l'entreprise.

On trouve ainsi les « facteurs liés à l'environnement professionnel: changement d'environnement professionnel (outil ou méthode de travail, organisation), conditions de travail dégradées (température, bruit, luminosité, odeurs, espace), surcharge de travail (hyperactivité), manque de travail (hypoactivité), écart entre l'exigence et les moyens alloués, manque de reconnaissance, sanction ou manque de sanction, manque de participation à la prise de décision, absence de contrôle, de pointage, relations difficiles avec la hiérarchie ou avec les collègues, management peu participatif, autoritaire ou déficient, sens donné au travail ». On trouve dans les « réflexes pour mieux anticiper » celui d'« agir sur les faits et les causes individuellement ou collectivement ». Figurent dans la liste de ceux vers qui se tourner: les infirmières et pas seulement le médecin du travail (qui n'est de plus en plus que le cow-boy qui marque les bêtes du troupeau au fer rouge « apte » lors de la visite médicale); le service social, les amis ou les élus CHSCT/DP et pas seulement la hiérarchie ou la direction RH. Enfin, le texte s'achève sur une phrase forte: « Il faut agir et non subir. Apprendre à dire stop. »

Certes, nous sommes ici dans la fonction « secondaire » du syndicalisme, qui tente simplement de résister aux agressions d'un système imposé, alors que l'objectif véritable doit être son éradication dans une perspective de révolution sociale. Mais s'il faut agir, aussi, dans ce cadre immédiat, alors il n'est pas anodin de voir apparaître sous le timbre même de la SNCF (puisqu'il s'agit d'un document CHSCT), ce lien entre stress, conditions de travail, réponse éventuellement collective et acteurs solidaires du salarié.

En nous saisissant – syndicalistes ou pas – d'outils comme ceux-là pour provoquer les échanges entre collègues sur les conditions de travail, notamment dans les emplois non ouvriers, il n'est pas exclu que nous puissions amener d'une vision introvertie à un début de qualification de mécanismes collectifs, puis à des liens avec le « management », et enfin à transformer ces constats en analyses et revendications; et peut-être saurons-nous susciter l'envie de reprendre l'initiative dans la définition et l'organisation de notre travail.

Il faudra bien d'autres pavés pour cette barricade, et les versaillais maraudent déjà partout. Mais avons-nous le choix? **S. N.**

---

1. Articles sur les conditions de travail en général (ML n° 1426), le stress (ML n° 1450), le rapport au handicap (n° 1480) ou la pénibilité (n° 1537), tous consultables sur la page du groupe Louise-Michel du site www.federation-anarchiste.org

2. Sur les conditions de travail, lire l'ouvrage très pédagogique: *les Conditions de travail*, de Michel Gollac & Serge Volkoff, Éd. de la Découverte, 2000.

3. Sur la souffrance au travail, voir l'ouvrage de Christophe Dejours, *Souffrance en France*, ou bien le film de Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil, *Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés* (2006; Bodega films, bodegafilm@yahoo.fr).

4. Confié à Michel Lejoyeux, professeur de psychiatrie à Paris VIII et médecin en chef à la SNCF. Elle a utilisé le questionnaire le plus répandu, le GHQ (Général Health Questionnaire) qui mesure la souffrance psychologique (un niveau d'anxiété et de dépression). Elle a porté sur 9 300 réponses pour 10 000 questionnaires distribués lors des visites médicales annuelles.

Retrouvez tous les articles des membres du groupe Louise-Michel sur la page du groupe du site www.federation-anarchiste.org

Politique d'un flacon vide

jeu du mâle, jeux de mots et JO d'euros

Roger Dadoun

Voici une devinette, comme nous en propose tous les jours télé-fric-fripouille, « pour gagner des millions »: Quel est – faisant la nique amère à la Krisis financière dont les médias s'excitent à jouer les prophètes de malheur en s'extasiant sexy sur les politiciens flambeurs qui dilapident le Kapital citoyen – quel est donc l'objet qui bat tous les records de plus-value dans les JO d'enchères publiques proclamées « vente du siècle »?

Oui, vous avez gagné (applaudissements): il s'agit bien du flacon de parfum *Belle Haleine, Eau de Voilette*, « ready-made assisté » de Marcel Duchamp, 1921, 16,3 x 11,2 cm, adjugé, le 23 février 2009, 8 millions 913 000 euros – soit 9 millions avec les pourboires. Nous sommes déjà tous, il est vrai, au parfum – étant donné que nous sommes, forcément, d'assidus voyeurs de la presse-pipeau [1], papier, radio, télévision. Marquons-la donc d'une pierre ultra-précieuse, cette date historico-critique, avec son record olympique de vente – même les commissaires priseurs, coutumiers de tous les bons coups, n'en sont pas revenus. Quant au citoyen banal (nous tous, qui nous pressâmes au Grand Palais pour nous ébaubir devant les œuvres d'art de la collection Yves Saint-Laurent-Pierre Bergé promise à une acmé orgastique d'offres), citoyen qui, sauf à vouloir jouer les rastaquouères à gomina, humecte sa chevelure dopée de quelques gouttelettes d'eau de Cologne payée quelques piécettes d'euros – ce citoyen hallucine. Quoi, me demandé-je, tous ces millions, pour une petite flasque vide et sans griffe?

Flacon d'or vide

Le lecteur a sous les yeux le flacon d'or partout reproduit. Le cristal, à l'ovale quasi circulaire, offre en relief, artistement ouvragés, deux rameaux fins qui se croisent en fleur à leur base; il provient, apprend-on, de la verrerie Darras de Blangy, œuvrant sur un dessin de René Lalique, virtuose du genre. Hommage, donc, et au maître et aux artisans verriers – mais enfin, tout cela, à quel prix, et pour quels salaires? Le flacon a été commercialisé par le parfumeur Rigaud, sous le titre *Un air embaumé* – et c'est là, certes, par nos temps qui polluent et qui puent, quelque chose qui n'a pas de prix. Mais enfin, le flacon est vide, Duchamp l'a utilisé à vide, ou l'aurait vidé de son alcool parfumé et de son air embaumant, remplaçant ce dernier par une pinte d'« air de Paris » – comme il le fit en réalisant son ready-made de 1919, *Air de Paris*: une ampoule vidée de son sérum et remplie du dit air, et envoyée à New York à son mécène Arensberg. Sachant que Duchamp a toujours eu du bol (J'ai eu une vie absolument merveilleuse », dit-il), ce « bol d'air » s'entend, par déplacement de consonnes, « bordel ».

Pourquoi pareil air, et le payer si cher? On pourrait peut-être l'imaginer et en rendre compte, pour peu que l'on accepte, en une espèce d'utopie style « perturbation ma sœur? » (Max Ernst, lecteur passionné de Stirner, 1921), de humer en Duchamp le prophète d'un avenir vide de désir, où le produit le plus cher, parce que le plus rare, pour une humanité post-nucléaire, ne serait rien moins que de l'air pur ou purifié ou recyclé conservé en bouteille et réservé à prix d'or à quelques richissimes « vrais collectionneurs ».

Nous n'en sommes pas encore là. Et pour reprendre souffle en ouvrant large nos agiles narines, je compare des flacons similaires. J'ai déniché sur une étagère qui a évolué en « élevage de poussière » (photographie de Man Ray pour Duchamp, 1920) une petite fiole semblable à celle de Duchamp, qui m'avait été rapportée d'Allemagne par mon fils étudiant en stage à Cologne. Elle correspond ingénument à la forme duchampionne popularisée

par Christie's, et porte des indications précises: Echt Kölnisch Wasser – « Original (*sic*) Eau de Cologne », N° 4711, 25 ml. (Précieux rappel: c'est à Cologne que Max Ernst fonda en 1919 un groupe Dada). Son prix, en grande surface, ne devait pas excéder les cinq euros. Je comprends mieux, après-coup (nachträglich, disent les psychanalystes), combien gracieuse fut l'attention filiale. Je la vois aujourd'hui d'un autre? il, un? il allumé aux euros. Et j'en viens, c'est tout dire, à apprécier la discrète bonté exhibitionniste dont font preuve, du haut de la planète Fric, les Riches. L'argent, qui fait leur bonheur à eux, fait le bonheur de notre regard à nous – et c'est bien pour cela que les médias adorent et cultivent les Fricriches, s'en entichent, les affichent et fétichisent, et que les œuvres d'art atteignent des prix exorbitants (les yeux plus gros que le ventre), et que de malheureux amateurs aux yeux ternes font des queues de plusieurs heures pour se les rincer – les yeux – à des peinturlures luxurieusement exposées. Voyeurs, oui, et même mouilleurs ou bandeurs, mais pas toucheurs [ici à nouveau fait irruption et exception l'incontournable Duchamp, qui a décidément tout pigé et tout piégé: il titre son « *sein de femme en mousse de caoutchouc sur fond de velours noir* » à l'aide d'une mariale *Prière de toucher*, 1947. Imaginez le pic d'enchères qu'atteindrait aujourd'hui, téton pointé offert aux haptophiles, ce sacré « sein »?

Que notre nom soit sanctifié

Avec tout ce qui vient d'être dit, nous parvenons à peine, par la grâce d'un relief de cristal et d'un peu d'air tiré en conserve, à démarrer l'enchère à quelques centaines d'euros. Il convient donc d'en chercher ailleurs les chers gros millions: dans le Nom, évidemment, cela crève les yeux, dans la Signature – nous le savions de longue date, mais aujourd'hui, il n'y a plus que ça qui compte. Qu'on se le dise (et les cons se le disent!): l'objet surenchéri est un Duchamp, un Marcel Duchamp, plus exactement le pseudonyme qu'il avait adopté, Rrose Sélavy – super icône. Il nous faut donc prendre acte, sans plus tarder, de l'extraordinaire paganisme mondialisé du nom caractéristique de notre culture. La Bible interdisait aux croyants de prononcer le « Nom de Dieu » – le « Nom »; et innombrables sont les sociétés qui, à diverses époques, ont cultivé ce tabou, assorti souvent de sanctions sévères. C'est exactement le contraire qui se passe aujourd'hui: disparu ou déglingué le Nom de l'Unique (ce qui ne l'empêche pas de persévérer, momifié et pyromaniaque, avec violence et cruauté, dans les rageuses croyances religieuses) – nous sommes les témoins, acteurs, consommateurs, profiteurs, cibles et victimes d'une véritable explosion-irradiation nucléaire du nom.

Il ne s'agit pas seulement du traditionnel « se faire un nom », par quelque procédé ou production ou reproduction que ce soit (tous les moyens sont bons, escroquerie et crime s'avérant plus efficaces et plus rentables que le chef d'uvre agissant post mortem) – il s'agit, avant tout, de dire et de redire et de faire retentir son propre nom à soi, d'être « nommé » par son nom propre, où et de quelque manière que ce soit. Symptomatique: un critère d'évaluation, très en faveur notamment aux États-Unis, consiste à comptabiliser les occurrences du nom pour juger de la valeur d'une œuvre ou d'un auteur [1]. Il faut – et il suffit – que « tout le monde en parle ». La télévision, et les médias en général, sont engorgés et se rengorgent et dégorgent de noms, ne sont rien d'autre que des ressassements et enfilades et chapelets (pour faire plus religieux) de nominations, avec tablées et dîners de têtes mises à toutes les sauces animatrices pour corser la chose. L'objet ou le produit auxquels le nom est associé ou rattaché importent peu – c'est le nom à soi, le nom en soi, qui rapporte. Au seul nom prononcé, on voit se dérouler les interminables tapis rouges de la gloriole (zappez sur n'importe quelle émission, ouvrez sur n'importe quel magazine – on voit rouge!). Mieux encore: le nom figure à lui seul un « en soi », il se fait « chose en soi » métaphysique, transcendantale – il est plus qu'un « être » autosuffisant, il est le parfum même de l'être, qui s'exhale à sa seule annonce, à son seul dictat – et nous voici à l'ivresse parvenus, ô « joie, pleurs de joie » (Pascal).

À défaut d'être tous « nommés » (il s'en faut de beaucoup, les places sont chères, il y a un numerus clausus des « nommédits » et « nommélus », impatients de placer femmes, maîtresses et enfants – reportez-vous à n'importe quelle bio), nous restons tous des nominés: des nés nommés (nom sorti du ventre maternel et tombant du ciel paternel), en désir, en attente, en espérance d'être nommés. « Notre Père qui êtes aux cieux, restez-y » (Paroles de Jacques Prévert); Nobodaddy (« Dieu le Père » de William Blake), Papanéant, Papanullissime, Babbodadais, planque-toi là-haut, dans les nuées, avec ta « Voilette » pudibonde et ton « Haleine » rancie – la seule prière qui vaille, aujourd'hui, est: Que notre nom soit sanctifié, que notre règne arrive de ce nom propre dont chacun de nous est le sublime porteur.

Fragrance sexuelle

Neuf millions d'euros sacrent en ce pré-printemps (ô « crasse du tympan ») à nouveaux frais 2009, sous le patronage ricanant de la

Krisis, le nom de Marcel Duchamp. Encore lui, le plus économe des créateurs (imaginez sa saga: entrer dans un bazar, BHV ou autre, acheter un truc quelconque, le signer d'un nom à-la-mords-moi-l'nœud (« R. Mutt » pour l'urinoir baptisé Fontaine, etc.), l'exposer, et le voir quasiment coté en Bourse – bravo l'artiste!), lui ne s'avance-t-il, que sous pseudonyme, mercure chaud montant en crue d'enchères. Par déontologie, fidèle à son éthique « infra mince » et discrète, son « éthiquette », Marcel y met quand même du sien: l'étiquette offre en médaillon sa photo, deux jeux de mots, les deux initiales de sa signature. Au prix qu'ils sont, faut manier image et mots avec une délicatesse de neuro-chirurgien joaillier.

Jeu du mâle: c'est la photo de l'artiste se tra-

vestissant en femme. Prise par Man Ray, elle illustre la fonction femme du flacon et le nom superféminin adopté par Duchamp signant l'œuvre: Rrose Sélavy (au verso). Sous le médaillon androgyne, l'expression *Belle Haleine* nous souffle au visage, et renvoie à la suprêmement bellipotente « belle Hélène » de la mythologie grecque, mais aussi à l'œuvre d'Offenbach, *La Belle Hélène* (1864), dont la succulence parodique éclaire l'humour à la Duchamp du musicien créateur de l'Opéra-Bouffe. En dessous, *Eau de Voilette* coule, tels des vaisseaux, autant « Eau de Toilette » qu'« Eau de Violette » – par glissando de « t » en « v », permutation de « i » et « o ». Mais, masquée sous « voilette », « violette » n'est pas une fleur innocente: quoique minorée par la gentillette désinence en « ette », elle porte en elle le « viol » – c'est dire que le flacon embaume (à la fois sent et momifie, châtre) et le sexe et la violence. Le calembour tient les mots médusés en laisse, coi – il en sourd une mate ivresse, de nature à réjouir un Duchamp maître international du jeu d'échecs. La bizarre graphie des initiales R S les apparente à un signe kabbalistique, le R, pivotant de 180 degrés sur sa tige, ne se lit qu'en miroir, tandis qu'un S à tête serpentine se cambre pour un pimpant envol. À la base, en toutes petites capitales: *New York Paris* (Christie, c'est le monde entier, ça!).

La fragrance sexuelle est envahissante (« Éros c'est la vie » – même si rosse est la vie) – je pourrais en citer une furtive expérience (réelle ou fantasmée). Rédigeant une étude sur Duchamp, j'avais sous les yeux une reproduction de *Belle Haleine*. Pour l'anniversaire d'une amie styliste, virtuose des robes de soirée descendant à vide l'escalier du dos nu jusqu'au coccyx (*Nu descendant un escalier*, 1912), je me rends chez un parfumeur de renom, pas bon marché, acheter son eau de toilette préférée, « *Vol de nuit* » – qu'elle me prononça « Viol de nu », ce qui n'alla pas sans m'amoureusement émouvoir. Or dans la boutique, trou de mémoire, j'hésite sur le nom du parfum. Se culbutent dans ma tête les calembours rebondissants de Duchamp, des divagations sur la violence des « *Utopies sodomitiques* »[2], l'agacement devant le style pincé bc bg de la vendeuse – lorsque jaillit, prenant les devants, la formule « *Viol de nu* », assez distinctement pour que l'employée serre les dents, que l'entourage fronce les sourcils, tandis que, fantasme exténué, je me rattrape in extremis par un sec et vif « *Vol de nuit* ».

L'argent pue – embaumons!

Mais enfin, neuf millions! L'excès fait toujours symptôme. Bourrer de neuf millions le sac à malices nommé Duchamp, c'est l'accabler sous le poids des billets, du papier-monnaie, une manière de le « récupérer » (vieille rengaine), de le recycler (écolo), lui, l'auteur de l'unique *Roue de bicyclette* (1913). On en vient à penser – justement, Duchamp donne toujours à penser, c'est sa maîtresse qualité – que Duchamp n'est qu'un pion, ni Roi ni Reine (encore que ces derniers, il s'est plu à les dessiner, vite, voire à les marier), Fou tout au plus, sur le vaste jeu d'échecs, et surtout mat (du persan, « mort ») qu'ordonnent un capitalisme et une bourgeoisie mortifères.

Odor di morte! « L'argent pue », disait Freud, découvrant émerveillé les liens inconscients profonds régissant les rapports entre la libido anale, le stade excrémentiel (avec sa dimension de mort), et l'argent. Du coup, à « faire » du fric, à « faire » dans le fric, à « faire » de et dans l'argent, à accumuler et thésauriser (« l'éthique protestante et le capitalisme ») de bellâtres étrons d'or (poule aux oeufs d'or, ânes chiant des pièces d'or, etc.), on ressent l'urgent besoin de donner le change: mais non, susurre-t-on, l'argent n'a pas d'odeur, mais oui l'argent est créateur, il ne fait pas le bonheur mais crée des « richesses » (riches et richesses s'enlacent et s'entrelacent – et le tour est joué) – change s'opérant dans les entrelacs de l'inconscient où se croisent, s'affrontent et s'échangent pulsion de vie et pulsion de mort, pétrification et fluidité, cuirasse et orgasme. À donner le change s'emploient pouvoirs politiques, idéologies, morales, religions – la télé nous en livre le spectacle ininterrompu. Mais c'est à l'art qu'il revient particulièrement – à l'Art avec grand A, culture et culte – de « blanchir » par ses créations les gros tas excrémentiels d'où filent les flux financiers, de désodoriser et ennoblir l'argent qui pue – d'embaumer, au double sens du verbe, qui se passe de compléments: parfumer et conserver.

Casseur de mythes et pourfendeur d'illusions et écraseur des mystiques et mystifications, Duchamp semble bien, avec son mignon flacon efféminé de rien du tout, s'être fait rattraper par l'obscène Krisis, submerger sous une crue de millions déchaînée par cet « Air du temps », air pestilentiel et léthal qui s'exhale de toutes les places fortes et institutions où l'argent triomphe – jusque, c'est le grand show du jour, dans ses effarants échecs et ses pires laideurs (faillites, chômages, malheurs, misères, merde et mort). C'est dire que, pour sa « Voilette », voile chastement posé ma chère sur les lubricités et égarements de l'argent, et pour son « Haleine », fleur exquise qui nous grise d'un zèle à vie couvrant les exhalaisons de mort du Kapital – neuf millions, ce n'est, tous comptes faits, et dans l'ivresse où nous plonge cette lampée à sec du Duchamp cuvé « en conserve », pas si cher payer...

R. D.

---

1. Illustration immédiate: l'économiste Maya Beauvallet démonte ce critère du nombre dans son récent ouvrage, *Les stratégies absurdes*, Seuil, 2009. La voici donc ici citée (moi-même me contentant, en attente de lecture, de citer une citation) – et c'est un point pour elle!

2. Cf. Roger Dadoun, *Utopies sodomitiques*, essai sur *De Sodomia*, exposé d'une doctrine nouvelle sur la sodomie des femmes, distinguée du tribadisme, du Révérend Père Sinistrari d'Ameno, d'après l'édition de 1754 (Manucius, 2007).

L'homme transgénique ?

Le 19 février 2009, Envoyé Spécial consacrait un reportage intitulé « un rêve sans fin » à l'humanité du futur, dont les performances et la longévité seraient décuplées par les prouesses de la génétique et des nanotechnologies. Dans les dernières scènes de ce film, tournées à la faculté de médecine de Paris en juillet 2008, apparaît un « obscur petit groupe » venu interrompre une conférence. De lui, on n'apprend rien, sinon qu'il est violent et antidémocratique. Passons sur la prétendue violence, réfutée par les images mêmes du documentaire. L'important est de rappeler pourquoi c'est au nom d'une démocratie possible que nous avons dénoncé, comme nous continuerons à le faire, les prétentions totalitaires de la génétique.

Dans cette conférence sympathiquement intitulée « l'homme transgénique : un infini, des possibilités », J.-C. Weil et M. Radman exposaient leurs travaux : induire chez les souris, et plus tard chez les humains, des mutations génétiques permettant de retarder l'apparition du cancer et de prolonger la durée de la vie humaine bien au-delà de cent ans.

Loin d'être un simple débat d'idées, comme le dit la journaliste, cette conférence était un exposé des recherches actuellement menées par les principaux instituts scientifiques français. Ces expériences y sont financées à hauteur de centaines de millions d'euros par les fonds publics et les entreprises de biotechnologie. Il ne s'agit donc pas d'idées, mais de réalisations bien concrètes qui déterminent la manière dont on voudrait nous faire vivre demain. La force de frappe des biotechnologies semble assez bien démontrée par l'impuissance à laquelle sont réduits tous ceux qui s'opposent à la diffusion des plantes génétiquement modifiées dans le milieu naturel et dans l'alimentation.

En somme, si les recherches en génétique n'avaient pas une telle puissance d'action sur le monde via le soutien actif de l'État et leur valorisation immédiate par les firmes de biotechnologie, si elles n'étaient pas financées par nos impôts, s'il s'était agi, donc, d'un simple débat philosophique, nous ne nous serions peut-être pas dérangés.

Replaçons cette conférence dans son contexte. Il est maintenant avéré que les dégâts provoqués à notre milieu de vie par l'industrie induisent une épidémie de cancers, d'allergies et de maladies nouvelles. L'institution scientifique, loin de s'interroger sur les causes de ces maux, s'attache à bricoler les humains pour les adapter à leur environnement pathogène. Pas de panique, Mesdames et Messieurs, nous avons la solution à tous vos problèmes, l'ultime synthèse, la fin de l'Histoire : l'homme transgénique. Déjà, l'abondante production laborantine d'animaux transgéniques sert, entre autres choses, à étudier quelles mutations devront subir les humains pour cohabiter avec la radioactivité, la pollution chimique et électromagnétique, etc.

D'ailleurs, il ne s'agit pas seulement d'adapter l'humain, mais de l'améliorer. En gommant certains de ses « défauts » (disaient les conférenciers ce jour-là), comme celui de ne pas vivre au-delà d'une petite centaine d'années. Puis, par le biais du diagnostic préimplantatoire, de s'assurer qu'il ne souffre pas de tares. Ensuite, d'augmenter ses « performances », selon les critères en vigueur. C'est notamment ce que dit le généticien Daniel Cohen, bien placé, comme Weil et Radman, dans les institutions scientifiques : « Je crois en la possibilité d'une nouvelle évolution biologique humaine consciente et provoquée, car je vois mal l'homo sapiens (...) attendre patiemment et modestement l'émergence d'une nouvelle espèce humaine par les voies anachroniques de la sélection naturelle ». L'industrie de la biotechnologie est bien placée pour tirer un profit maximal du travail de ces darwinistes pressés... De devenir vraiment eugénistes.

Nombre de biologistes ont la mauvaise habitude de confondre l'évolution des espèces et celle des sciences. Pour eux, la biologie prend naturellement le relais de l'évolution millénaire des êtres vivants. Et puisque cette évolution est « naturelle », la récuser n'a aucun sens. C'est précisément ce que dit Miroslav Radman dans ce reportage, quand il commente notre intervention : « S'il y avait eu cette peur du changement au début de la vie, il n'y aurait aujourd'hui que des bactéries ». Une remarque emblématique de l'arrogance naïve des généticiens, qui se prennent pour les concessionnaires d'une aventure commencée il y a 3,5 milliards d'années. Au regard de ce que la science industrielle a réussi à faire de la planète en quelques décennies seulement, des processus incontrôlables qu'elle a déclenchés dans la nature au moment même où elle prétendait la maîtriser, nous pensons qu'il est pour le moins raisonnable de s'opposer à ces recherches. Et ce avant qu'un comité de sages présidé par les mêmes ne vienne dûment encadrer le fait accompli et le certifier éthiquable.

Nous n'avons pas peur du changement. Pour la bonne raison que ce que propose aujourd'hui la génétique, ce n'est pas le changement, mais la continuation du monde tel qu'il va, en pire : des pollutions ingérables, l'objectivation croissante des individus, le remplacement de la politique par des pseudo-impératifs techniques. Quand le capitalisme industriel promet longévité et santé, nous serions tentés de ne pas le croire et de juger sur pièce. Du reste, dans un monde où le fichage génétique s'étend paisiblement, les promesses de longévité deviennent vite prouesses d'aliénation. Nous disons donc que le véritable changement, à rebours des lendemains radieux promis par la biotech, réside dans notre capacité politique à associer les tares des uns et des autres pour produire de la dignité et de l'autonomie.

Groupe Oblomoff

Tchernobyl
Antinucléaires en Biélorussie

La Biélorussie est un pays post-soviétique avec un état policier. Le régime néolibéral actuel y tient des positions dures. Depuis quatorze ans le pays est gouverné par une seule et même personne, Alexandre Loukachenko, qui passe pour populiste, mais qui mène ouvertement des réformes sociales destructrices. Les libertés politiques fondamentales, de parole, de presse, de rassemblement, ne sont pas reconnues dans notre pays. L'opposition politique, les syndicats indépendants et les organisations non gouvernementales sont démantelés. Les procès politiques, les détentions préventives, les dispersions de rassemblements pacifiques sont devenus monnaie courante en Biélorussie.

Il y a quelques années, l'élite dirigeante a commencé un autre projet: la construction d'une centrale nucléaire. Loukachenko a pris la décision, en dépit des volontés du peuple et du bon sens. Le lobby international pronucléaire a activement supporté ce projet. La construction sera réalisé par une entreprise russe, Rosatom. La centrale sera érigée dans une zone à fort risque sismique, à quelques dizaines de kilomètres du lac Naroch, le plus grand lac de Biélorussie, qui reste un microcosme unique et une attraction touristique importante. Quelque quatre milliards de dollars vont être dépensés, milliards qui auraient pu servir au développement d'énergies alternatives.

Mais les critiques listées auparavant sont bien maigres devant une réalité: la Biélorussie a partagé 70 % de la contamination provoquée par la catastrophe de Tchernobyl. Le gouvernement et son président n'en ont rien à faire. Ils veulent créer une bombe à retardement dans le pays, où un tiers du pays est devenu inapte à l'agriculture et à la plupart des activités.

Nous, Résistance antinucléaire, collectif anarchiste, nous élevons contre l'industrie nucléaire et contre la construction d'une centrale nucléaire en Biélorussie. Une partie des forces politiques en Biélorussie, incluant les parties « d'opposition », soutient la construction de cette centrale. Contrairement à eux, nous ne croyons pas dans la « sûreté » de la centrale avec un tel régime, ni dans sa construction, ni dans son fonctionnement. Notre activité est basée sur des principes antiautoritaires, nous ne coopérons avec aucun parti politique, mais sommes prêts à agir avec des associations écologistes et des initiatives citoyennes.

Le 26 avril, jour-mémoire du désastre de Tchernobyl, une manifestation annuelle « Charnobyliski chliah » (« Le Chemin de Tchernobyl ») a lieu à Minsk, en commémoration de l'accident et des personnes qui en ont été directement victimes. Dès 1996, les anarchistes ont pris part à la manifestation avec des slogans écologistes et antinucléaires. Mais à présent, au lieu d'un simple événement de recueillement et de commémoration, une protestation s'élève: dans ce pays où des centaines de personnes sont mortes des séquelles de l'accident de Tchernobyl et des centaines d'autres sont malades et handicapées, une nouvelle centrale nucléaire va être construite! Et cela va être fait en accord avec les pratiques de cet État policier, sans demander l'avis du peuple, et en nous laissant devant le fait accompli. Le 26 avril nous participeront activement à Charnobyliski chliah afin d'exprimer clairement nos positions et informer le plus possible sur ce danger imminent. Mais ce n'est pas assez! Afin de lutter contre ce gouvernement illégitime, nous voulons affirmer une solidarité internationale.

Nous appelons les anarchistes, les écologistes, et tous les habitants du monde à organiser des actions de solidarité le 26 avril 2009. Nous appelons à une journée d'action, décentralisée et sous quelque forme que ce soit, qui puisse aider les gens à connaître nos problèmes et à stopper cette autorité honteuse et leurs sponsors du lobby pronucléaire.

Si vous organisez déjà quelques actions le 26 avril, rajoutez-y la revendication de l'arrêt de la construction de cette centrale nucléaire en Biélorussie. Vous êtes également invités à venir participer au « Chemin de Tchernobyl » et aux autres actions en Biélorussie.

Ensemble nous serons capables de nous élever pour vivre sur une planète sûre, propre et écologique!

Si vous avez l'intention d'organiser des actions de solidarité avec le mouvement antinucléaire biélorusse ou de participer à une manifestation dans notre pays, contactez:

antiatombel@riseup.net

Le collectif anarchiste
Résistance antinucléaire

Traduit par Arnaud de l'émission Petits matins pour le grand soir sur Radio libertaire

L'art plane au-dessus de sa boue originelle comme une fleur de lotus

NON, *Musée et Cie, globalisation de la culture* de Paul Werner, disponible à la librairie du *Monde libertaire* pour six fleurs de lotus, n'est ni un poème bouddhiste ni un texte abstrus de plus sur l'art. Paul Werner travaille comme guide et conférencier au Musée Guggenheim de New York. Celui, en forme de spirale, qui fut construit par Frank Lloyd Wright. Et Paul Werner n'a pas son cerveau dans sa poche. Son petit livre très drôle explique les rapports aussi étroits qu'incestueux et fructueux de l'art contemporain et des musées. Le texte, qu'il a lui-même traduit en français, mis en page et publié, est bourré d'aphorismes plus savoureux les uns que les autres. Exemple: « La tâche du directeur, c'est de promouvoir le musée comme un théâtre où l'égoïsme, l'autocratie et les désirs matériels montent en scène pour jouer leurs propres antithèses. »

Explication; vous savez, mon cher, que l'art, n'est-ce pas, est au-dessus de considérations basses telles que l'argent et l'ascension sociale? L'égoïsme n'a rien à voir avec les motivations des donateurs; personne ne donne à un musée des œuvres d'un artiste dans le but mesquin que la caution procurée par l'approbation du musée fasse monter la valeur de celles de ses œuvres que l'on a gardé par devers soi. Personne, mon cher, je vous assure. Les désirs matériels n'ont rien à voir non plus avec les motivations des donateurs aux États-Unis, où l'on peut détaxer de ses impôts la valeur des œuvres d'art que l'on donne aux musées.

Oui, mais si on a pris soin auparavant de faire monter, artificiellement, la valeur de ces œuvres, en s'entendant à trois ou quatre propriétaires de galeries, et deux critiques et un conservateur pour se vendre les uns aux autres des œuvres en faisant à chaque fois monter le prix (le tout accompagné de commentaires dithyrambiques des critiques et conservateurs) on réalise alors une très bonne affaire? Non, non, on n'est qu'un philanthrope désireux d'enseigner aux masses la vraie nature de la Beauté. Oui, mais les conservateurs et les directeurs des musées, ne sont-ils pas complices? Non, non, ils sont simplement employés par des gens très riches qui les paient très cher pour leur donner des conseils ou procéder à des expertises. C'est très fatigant d'accumuler l'expertise nécessaire pour procéder à des expertises; il est juste que ce soit bien rémunéré, d'autant qu'à la fin, tout ceci permettra d'enseigner aux masses la vraie nature de la Beauté. Bis.

Oui, mais quand Paul Werner écrit que « La ligne générale du musée, c'est que le pain quotidien de la libre entreprise – spéculation, manipulation, création de réputations et manipulation de la documentation – n'a rien à voir avec les petits gâteaux de l'art », n'insinue-t-il pas au contraire que les musées, en particulier les musées américains, sont des entreprises commerciales, mettons indirectement commerciales? Non, non qu'allez-vous penser là? Tenez lisez Werner: « Aux États-Unis, les membres du conseil d'administration de n'importe quel musée ont plein pouvoir pour liquider les Braque et se débiner au Brésil si ça leur chante; la preuve de leur irréprochable vertu, c'est qu'ils ne le font pas. » Oui, mais ne s'en abstiennent-ils pas uniquement parce que le cachet social, donc l'accession aux cercles des milliardaires, là où se font les vraies bonnes affaires, là où le bavardage vaut mille fois plus que son poids d'or, que le cachet social donc, s'obtient par ce type de responsabilités? Non, non, il ne s'agit que d'enseigner aux masses la vraie nature de la Beauté. Ter.

Concluons sur une phrase qui vise Frank Gehry, mais qui pourrait s'appliquer à la plupart des architectes contemporains, de Pei à Ott en passant par Chemetov et tous les obscurs salopeurs d'horizon qui étouffent nos villes accumulant cubes sur cubes: « Gehry est un penseur sensible mais inefficace dès qu'il s'agit des conséquences sociales de l'architecture. Au mieux, ses érections ressemblent à de grosses sculptures sans aucun rapport entre l'usage qu'on en fait et les besoins des visiteurs; au pire ce sont des confessionnaux où le néolibéralisme va se purger de sa mauvaise conscience. »

Nestor Potkine
qui se demande s'il refusera l'absolution aux néolibéraux

Louise Michel

philosophe romantique ou évolutionniste ?

J'AI ENTENDU PARLER de Louise Michel pour la première fois alors que je me promenais dans un square. Du coup et tout naturellement son nom s'est trouvé associé dans mon inconscient à la nature, aux parcs, aux fleurs, aux oiseaux. Quelle ne fut pas ma surprise quelques années plus tard de découvrir en lisant ses *Mémoires* qu'elle était une amoureuses de la nature, une vraie petite fille des bois.

Du coup j'en suis venu à me demander si l'amour de la nature ne prédisposait pas à l'anarchisme. Je songeais alors à Thoreau et à son *Walden*, à Élisée Reclus et à son *Histoire d'un ruisseau*, à Kropotkine et à ses travaux géographiques en Sibérie. C'est à ce moment là que l'on m'a imposé à l'école, la lecture d'*Atala* de Chateaubriand et j'ai dû me convaincre de la fausseté de mon hypothèse. Il y a de fieffés réactionnaires même chez les amoureux de la nature... Ce n'est pas un critère politique valide...

Néanmoins je reste persuadé qu'il y a un rapport entre la petite fille qui détestait que l'on fasse du mal aux animaux et la femme révolutionnaire devenue célèbre lors de la Commune de 1871. Il y a mille manières de s'éveiller au sentiment de la justice (j'entends celle-ci au sens proudhonien de « respect et défense de la dignité de chaque individu fut-ce au détriment de sa propre personne »). Cela peut se faire à l'occasion de l'observation d'actes de torture sur des animaux inoffensifs ou lors d'une promenade dans les rues peuplées de ces hommes et de ces femmes qui mendient pour survivre ou encore dans un grand magasin lorsqu'on vous accuse d'avoir volé ce que vous n'avez même pas touché...

Il ne faut pas oublier de plus que pour la génération de Louise Michel, les grands modèles, les grands inspirateurs littéraires et politiques étaient des écrivains romantiques progressistes dans le genre de Lamartine ou de Victor Hugo. Vous me direz sans doute qu'ils étaient des politiques bourgeois et dans le cas de Lamartine de simples idéalistes, révolutionnaires en apparence mais conservateurs en réalité, et vous aurez raison. Cependant la réalité étant toujours plus complexe qu'on ne le croit vous vous souviendrez aussi que c'est à l'intervention d'écrivains bourgeois du genre de Hugo que certains communards ne furent pas tués et que quelques anarchistes furent épargnés...

Louise Michel, on le sait, était une admiratrice inconditionnelle de Victor Hugo auquel elle vouait un culte littéraire véritable. Toute sa poésie est imprégnée de l'imitation du style de l'auteur de la *Légende des siècles*. Pour s'en persuader je ne peux que conseiller la lecture de ses poèmes regroupés aujourd'hui dans un recueil intitulé *A travers la vie et la mort*. Est-ce à dire que seule la littérature romantique soit à l'origine de l'intérêt qu'elle porte pour la nature dans toute son ? uvre, dans son *Histoire de la Commune*, ses *Mémoires* ou bien encore dans *Prise de possession* ?

Sans nier cette influence je crois qu'il en est une autre : celle de l'évolutionnisme révolutionnaire théorisée par Élisée Reclus et par Pierre Kropotkine. Car, on l'oublie trop souvent, la théorie évolutionniste libertaire, telle qu'elle fut élaborée par ces deux penseurs, servit très longtemps de base à la compréhension du monde et à l'approche philosophique anarchiste à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Elle constitue une philosophie politique du progrès conçue de manière ouverte : des cycles historiques successifs reliés en eux sans aucun déterminisme donnent naissance à des moments d'évolution et de révolution.

Aussi faisons-nous l'hypothèse que loin d'être liée à sa sensibilité féminine, l'omniprésence des métaphores et des analogies naturelles relève chez Louise Michel d'un choix philosophique bien déterminé. Derrière l'héroïne de la Commune, tant de fois emprisonnée et même déportée se cachent tout autant la passion que la raison révolutionnaire. Il ne faut pas oublier qu'en plus d'être une femme courageuse, elle était aussi une femme philosophe. Sa philosophie de l'action repose à la fois sur un modèle rationnel d'explication de l'évolution des phénomènes historiques et sur le sentiment d'une intime participation au mouvement même de la nature. En elle se mêlent à la fois l'idéalisme progressiste des romantiques et le matérialisme des philosophes libertaires.

En ce temps où les hommes et les femmes révoltés par l'absurdité du système capitalisme se réveillent, le souvenir de Louise Michel doit être revitalisé. Qu'elle serve de porte-étendard aux Guadeloupéens qui se révoltent contre la vie chère et prennent possession de la nourriture dans les supermarchés comme elle se révoltait contre la misère du peuple et invitait les masses à prendre possession de ce dont on les dépouillait. Que sa « grève de misère », cette grève qu'elle veut dernière, soit celle qui enflamme le cœur des individus trop longtemps opprimés et trop longtemps méprisés par une société capitaliste qui n'a plus de société que le nom. Que celles et ceux qui sont exclus du grand banquet des fêtes capitalistes, des orgies du marché, se réapproprient enfin leur bien en prenant ce qui leur revient de droit : le fruit de leur travail. Un cycle nouveau s'ouvre devant nous ; sachons le comprendre, dans la perspective romantique et scientifique qui était celle de la plus célèbre des communardes.

Michael Paraire

La Bibliothèque anarchiste sur Radio libertaire 89,4 MHz ou rl.federation-anarchiste.org

Femmes du voyage

« Un poing, une brique, une page
Et des lisières ouvertes
À d'autres frémissements. »
Claire Auzias, *Le Bartambule*

Montage par Nelly Trumel.

Quels autres frémissements cette fois-ci après la poésie de *Bartambule* en 2003 ? Claire Auzias nous surprend une fois de plus. Voilà près de vingt ans que ses travaux portent sur les Tsiganes : citons entre autres, *Les familles Roms d'Europe de l'Est* (Idef, 1993), *La compagnie des Roms* (ACL, 1994), *Les Tsiganes ou le destin sauvages des Roms de l'Est* (Michalon, 1995, traduit en portugais en 2001), *Les poètes des grands chemins, voyages avec les Roms des Balkans* (Michalon, 1998), *Les funambules de l'histoire, les Tsiganes entre préhistoire et modernité* (La Digitale, 2002) ou encore *Samudaripen, le génocide des Tsiganes* (L'esprit frappeur, 2004) dans lequel elle rappelle les 220000 Tsiganes assassinés sur les 700000 que comportait la communauté entre 1938 et 1945.

Voilà aujourd'hui qu'elle nous fait écouter les voix plurielles de femmes Tsiganes, les Romnia comme elle propose de les appeler. En effet, ces femmes se nomment elles-mêmes Tsiganes, Gitanes, Manouches, Sinti, Yeniches, voyageuses, gens du voyage, Romnia, femmes Roms, Kalé, … « Bohémiennes n'a pas franchi le cap du XXIe siècle, on peut le réserver à l'histoire. Nomade est particulièrement policier » nous dit-elle. Or par l'affirmation de dignité, c'est Rom qui est revendiqué au masculin, donc Romnia au féminin.

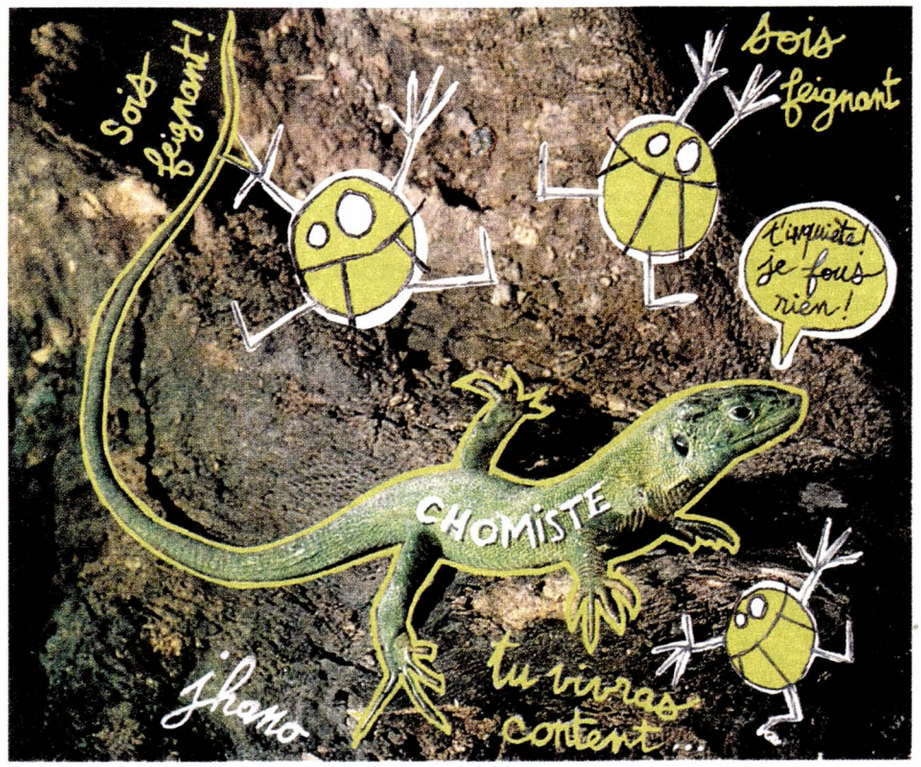
Claire utilise la méthodologie des histoires de vie, l'histoire des humbles, sans histoire, sans écriture, articulée ici à la problématique de l'oppression sexuée. Les paroles des voyageuses nous éloignent des certitudes et de l'imagerie facile. Elles nous plongent dans un univers inconnu qui nous semble pétri de contradictions : entre le machisme subi ou dominant, le mariage organisé à 14 ans par les parents, le mariage coutumier ou choisi, le divorce et l'envie de sortir du ghetto Rom, la virginité vérifiée par les vieilles femmes et la tache de sang de la défloration exhibée, la soumission à la belle-mère, l'esclavage et l'interdiction de travailler, la discrimination à l'école et la relégation au fond de la classe, la souffrance d'être appelée Tsigane. Il ne s'agit pas ici de misérabilisme mais de paroles libres – même devant le frère, le père ou le mari – comment il pourrait en être autrement par celles qui rêvent d'être libre Rom ? Des femmes illettrées, mais il y a aussi des femmes qui se battent pour apprendre, pour aller à l'école bien qu'il n'y ait pas de culture romani, pour faire des études supérieures et obtenir un doctorat en sociologie ou en sciences de l'éducation, parfois en bénéficiant des mesures de discrimination positive, pour devenir conteuse, peintre, soudeur ou rester à chiner, et aussi militer pour les droits et pour l'universalité des droits de l'homme, pour former des centaines de médiatrices scolaires et sanitaires Rom et lutter contre l'apathie sociale de la communauté. Elles veulent aussi réguler les naissances et utilisent la contraception tout en refusant l'avortement. Elles revendiquent de pouvoir stationner tranquillement et d'avoir des aides sociales notamment pour les enfants. Si le voyage n'est plus au rendez-vous quand le compagnon meurt ou s'en va, elles continuent de loger dans la caravane car elles ne supportent pas les murs des maisons même s'il y fait plus chaud. Et qu'elles vivent au Kosovo, en France, en Italie, en Espagne, en Suisse, au Maghreb ou en Roumanie, qu'elles s'appellent Violette, Irène, Dana, Maria, Isabelle, Mona, Chehida, Mariana, Jeanne, Nouka, Nicoletta, Pusha, Stella, Elena, Louise ou Nancy…

Le fond et la forme se répondent : l'écriture est hésitante quand la pensée et l'expression peinent à dévoiler, elle est vigoureuse et fluide quand les femmes Romnia s'affirment ou se disent féministes. Ces chœurs de femmes Tsiganes décentrent le propos et le regard androcentrés vers les femmes, vers l'intérieur d'une communauté pour mieux la comprendre. Il n'en reste pas moins que la question de la propre émancipation des femmes renvoie au risque pris d'affaiblissement de la culture des gens du voyage, ce que les musiciens manouches expriment avec force lors des interviews quand ils craignent l'acculturation par l'école des gadjé.

L. N.
groupe Pierre-Besnard

Claire Auzias, *Chœurs de femmes Tsiganes*, Egrégores, 2009. Disponible à la librairie du Monde libertaire.

Héros du travail



Ce petit bouquin vient de sortir aux Éditions du Monde libertaire, dans un contexte de vagues de licenciements massifs. Il est fort sympathique et chaque chômeur devrait le lire et en profiter pour méditer quelque peu sur la leçon de simplicité qui s'en dégage. Il fera se débarrasser le « chômeur-feignant » de ses tendances à la culpabilité, il saura convaincre le « chômeur trop pressé » de ne pas s'emballer trop vite, qui voudrait pour sauver « l'honneur » accepter trop vite n'importe quel petit job minable, alors qu'il y a tant de choses à faire durant une pose-chômage. Il est vrai que le héros ne fait pas partie de ces surdiplômés de la ville qui se disputent les offres pour partager un peu du gâteau capitalistique. Vu ses compétences et sa conception du travail, il ne se jette pas, comme le bas clergé sur la misère, sur le premier mi-temps chez MacDo ou chez Lidl…

Le héros vit dans une ville de banlieue blafarde et colorée. Il nous convie à partager une semaine durant laquelle il doit « cherchouiller » du travail pour satisfaire ses commanditaires de l'ANPE et ne pas se faire couper les vivres. Le bouquin démarre un lundi : « Le jour le plus important pour un chômeur, celui où l'on met en pratique les résolutions prises tout au long du week-end : lundi je trouve du taf ! » Heureusement, après un détour à son agence, il n'y a rien pour lui ce jour-là. Aussi retourne-t-il à ses occupations chômées au milieu de ses potes de la cité. On y croise dans le bistrot tenu par un copain des pros de la branlette, des affabulateurs, des fatalistes, des agités qui se résignent à surfer de petits boulots en petits boulots et même l'un d'entre eux qui, pour ne pas affoler sa copine se lève tous les jours à la même heure et revient de même au bercail… À chacun sa méthode.

Le mardi est plus calme… Entre farniente et lecture, l'après-midi, notre chômeur croise encore d'autres potes, petits dealers de quartier, vigiles dans le supermarché du « bled », qui ferment les yeux sur les petits larcins, moyennant récompense. Bref une vie banale dans une cité de banlieue. Le mercredi, poussé par un vent de raison, notre héros se résout à se rendre dans la capitale, histoire de ne pas passer toute une semaine sans avoir, au moins feint, de chercher du taf. Coup de malchance ou coup de chance, ce jour-là c'est le branle-bas de combat dans la ville de banlieue. Des gamins ont été victimes des keufs et cela a mal fini pour l'un d'entre eux, que l'on retrouve noyé dans la rivière voisine… Que s'est-il passé réellement ? Un vent de vindicte souffle et pousse le mouvement d'une foule sous état de choc. Ce n'est encore pas aujourd'hui que notre héros avancera dans ses recherches d'emploi, ce qui se passe ici est trop important.

Le jeudi, les événements un peu calmés, pas le choix. Cette fois-ci, plus d'excuse pour ne pas se rendre à Paname. Il s'agit de ne pas louper deux rendez-vous de boulot, le jeu étant d'obtenir le papier de l'employeur à remettre à l'ANPE en guise de bonne foi, tout en faisant tout pour ne surtout pas convenir pour le poste de… gardien de nuit dans un hôtel de luxe. Mai certains recruteurs sont pervers… Il s'agit alors de l'être un peu plus qu'eux. Heureusement, le vendredi s'annonce calme et débouche fatalement, si l'on ne s'agite pas trop, vers le dimanche : « Jour béni s'il en est. Toutes les administrations sont fermées. La plupart des entreprises aussi. J'aimais ce jour, comme on doit aimer une trêve au cœur du combat, un séjour dans les lignes arrière pendant que ça pète au front. Même si on sait qu'il va falloir y retourner et qu'on ne sait pas si on en reviendra. Chaque heure était à savourer comme la dernière. » Puis c'est déjà lundi et c'est reparti pour un tour : « Il y avait foule. Une troupe de lundi matin. Un troupeau aux yeux chassieux, aux gueules déformées par de longs bâillements sonores. File d'attente défaite et mouvante, se pressant, se heurtant, masse trépignante dansant d'un pied sur l'autre, à l'affût d'un quignon d'espoir, d'un rai de lumière… » Ce petit bouquin de 190 pages bien écrit se lit comme une confidence de carnet intime. On en arrive, quand on bosse, à se demander si l'on fait le bon choix dans cette société bouffeuse d'énergie et génératrice de stress. Le héros est plutôt sympathique et lucide, emprunt d'un regard tendre sur son entourage, ses parents résignés, sa copine sous contrainte, pour élever ses gamins à la mode monoparentale. On apprend à l'apprécier, tandis que lui finit par nous faire admettre la mise en valeur de son triste environnement comme une évidence…

Patrick Schindler

La semaine d'un lézard, la vie d'un chômeur ordinaire, de Fred Morisse. Éditions du Monde libertaire, 12 euros, disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris.

L'art et l'humain

Radio libertaire fait son festival à la Clef

Les 21 et 22 mars, Radio libertaire tiendra un festival culturel à La Clef, à Paris dans le 5e arrondissement. Voilà le menu.

Samedi 21 mars

Programmation festival

De 13 heures à 14 heures, projection long métrage *Instant T* de Laurent Saïet, Patrick Müller, Pascal Frament, Gilbert Carsoux, Sylvain Bélot – film expérimental.
De13h15 à 14h15, performance – art Collectif Alias.
De 14 heures à 14h30, musique Les oiseaux du faubourg.
De14h30 à 16 heures, projection long métrage *Cosette* de Laurent Melon – film d'animation en pogorama.
De14h30 à 16 heures, performances théâtrales Compagnie Didier Delcroix – autour de la pièce *Les Déplacés* de Xavier Durringer
De 16 heures à 16h30, musique Sheriff Perkins.
De 16h30 à 18 heures, projection long métrage – documentaire *Au delà de la haine* d'Olivier Meyrou – coulisses d'un procès.
De 17 heures à 18 heures, performance poésie sonore & musique. Charles Pennequin et Jean-François Pauvros
De 18 heures à 19h15, décryptage et projection de photos d'art. Ginette Francequin et Michel Séméniako – *l'art & le corps au travail.*
De 19 heures à 21 heures, performance – art Bertrand Kelle et Léa Le Bricomte.
De 19h15 à 20 heures, théâtre, *Cache ta joie!* d'Éliane Gallet – pièce en un acte.
De 20 heures à 21 heures, projection courts métrages & Vijing proposé par Regarde à vue courts: Dionne – Vision'R / Vijing par Laurent Carlier.
De 21 heures à 0 heure, émission en public La nuit des Mots – lectures de textes d'auditeurs, diffusions de sons, accompagnés d'interventions musicales et sonores dans un esprit d'improvisation.

Tout au long de cette journée: table de jeux de rôles interactifs. Les deux jours de festival: exposition permanente d'œuvres d'art, projection de vidéos d'art des artistes:

Tristan Adelen, Mo Bantman, Hervé Bourdin, Hugo Contival, Emma Forestier, Robert Gaillot, Frédéric Garnier, Bertrand Kelle, Lionel Gillet, Max Lanci, Léa Le Bricomte, Frédéric Lecomte, Rosalie Paquez, André Rober, Nelly Trumel, des œuvres en provenance des associations Turbulences, A manu Tesa, etc.

Programmation radio

De 10 heures à 11h30, en direct du festival: La Philanthropie de l'ouvrier charpentier, Interviews informels des artistes et intervenants sur place, vagabondages de curieux sur fond d'ambiance pré-festivalière.
De 13 heures à 13h30, présentation du festival, commentaires et prise de sons de la performance d'Alias.
De 13h30 à 14 heures, les badauds d'expo – interviews et commentaires sur l'exposition façon discussion ouverte à tous.
De 14 heures à 14h30, musique – retransmission, Les oiseaux du faubourg.
De14h30 à 16 heures, performances théâtrales en sketches Compagnie Didier Delcroix – autour de la pièce *Les Déplacés* de Xavier Durringer.
De 16 heures à 16h30, musique – retransmission Sheriff Perkins.
De 17 heures à 18 heures, retransmission de la performance poésie sonore & musique de Charles Pennequin et Jean-François Pauvros.
De 18 heures à 19 heures, débat: Culture & prisons: quels enjeux? Avec les animateurs de Ras les murs, L'écho des cabanes, l'association les yeux de l'Ouïe, des proches de prisonniers, etc.
De 19 heures à 19h15, retransmission de la performance de Bertrand Kelle et Léa Le Bricomte.
De 19h15 à 20 heures, théâtre, *Cache ta joie!* d'Éliane Gallet.
De 20 heures à 21 heures, table ronde – Art Libre – animée par Luc Fievet. Pour tout savoir sur l'utilisation des licences libres ou copyleft. Avec des artistes pratiquants ce mode de diffusion, le collectif Libre accès, etc.
De 21 heures à 4 heures, émission spéciale La nuit des Mots.

Dimanche 22 mars

Programmation festival

De 12h15 à 13 heures, musique Démence précoce.
De 13 heures à 14h15, projection long métrage Burning Soul de Franck Stella. Fiction
De 14h15 à 14h45, musique Twind.
De 14h45 à 15h15, projection court métrage L'Attaque des Zombies, d'AKUT – introduction à un film de science fiction
De 14h45 à 15h45, performance musique Silencio.
De 15h15 à 16h15, projection long métrage Instant T de Laurent Saïet, Patrick Müller, Pascal Frament, Gilbert Carsoux, Sylvain Bélot – film expérimental.
De 16 heures à 16h45, performance musique Guillaume Loizillon.
De 16h15 à 16h45, musique Sam.
De 16h45 à 18h15, projection long métrage La crème de Reynald Bertrand – comédie noire subversive.
De 18h15 à 18h45, théâtre, Ainsi soit-il.
Compagnie du Squat sans plomb
De 18h45 à 20h15, projection de courts métrages, Race de papier de Yane, Lonko Chupasesos d'Anna Recalde Miranda – Regarde à vue: The sun is shining, La révolution pour les nuls – Yves Marie Mahé: Bienvenue! Va crever! La vie avec toi, Oil slick, etc.
De 20h15 à 21 heures, musique Jean C rien.

Tout au long de cette journée: table de jeux de rôles interactifs et stand de téléchargement libre.

Programmation radio

De 12 heures à 12h15, présentation du programme de la journée.
De 12h15 à 13 heures, musique – retransmission, Démence précoce.
De 13 heures à 13h15, les badauds d'expo – interviews et commentaires sur l'exposition façon discussion ouverte à tous.
De13h15 à 14h15, débat licences libres et copyleft Qu'est une licence réellement libre? Avec des artistes, des informaticiens, etc. animé par Luc Fievet.
De 14h15 à 14h45, musique – retransmission Twind.
De 14h45 à 15h15, les badauds d'expo sur fond de performance de Silencio.
De 15h15 à 16 heures, table ronde Cinéma: les contraintes financières, frein à la créativité? Avec Isabelle Tillou, Reynard Bertrand, Akut, animée par Nathalie McGrath.
De 16 heures à 16h45, retransmission de la performance de Guillaume Loizillon.
De 16h45 à 18h15, table ronde – témoignage Brassens, la mauvaise herbe avec Jean-Yves Vincent – par les animateurs de La bibliothèque anarchiste.
De 18h15 à 18h45, théâtre *Ainsi soit-il*, Compagnie du Squat sans plomb.
De 18h45 à 20h15, table ronde Théâtre: de la tragédie antique aux drames individualisés d'aujourd'hui, animée par Thomas de Hambourg.
De 20h15 à 21 heures, musique – retransmission Jean C rien.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

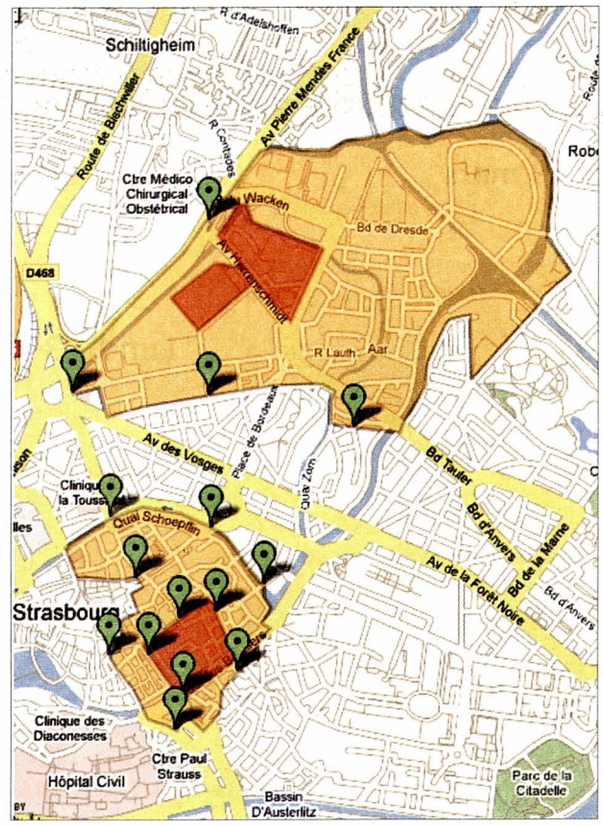
un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Pierre-Besnard toujours là !

Vous souhaitez rencontrer des militants de la Fédération anarchiste dans le 19e arrondissement ? Rien de plus simple ! Passez donc nous voir et discuter le dimanche matin, sur le marché Place des Fêtes, entre 10 h 30 et 12 h 00 lors de la vente hebdomadaire du *Monde libertaire* assurée par les membres du groupe Pierre-Besnard.
À bientôt…

Strasbourg

La forteresse se met en place



Pas un jour ne passe sans que dans la presse locale ne paraissent des articles sur le sommet de l'OTAN et l'énorme dispositif sécuritaire qui sera mis en place les 3 et 4 avril pour que les grands de ce monde puissent se rencontrer, bien à l'abri des regards dans un véritable bunker et dans une ville fantôme.

La population strasbourgeoise prend tout juste conscience de ce que le mot « forteresse sécuritaire » veut dire et l'agacement commence à se faire sentir. Ainsi, tout le périmètre de la zone rouge (quasiment tout le centre-ville) sera bouclé et seuls quelques « check points » laisseront passer les résidents munis de « badges » spéciaux. D'après les estimations des autorités, 40 000 à 50 000 personnes sont concernées par ces mesures.

Pendant le sommet c'est toute la ville qui va tourner au ralenti et ce sont les Strasbourgeois qui vont devoir prendre sur eux afin que nos gouvernants puissent discuter stratégie militaire. La navigation fluviale et les transports ferroviaires sur le Rhin seront suspendus. Tous les événements culturels prévus en ville sont annulés ou reportés. De nombreux établissements scolaires ainsi que des crèches seront fermés. Le président de la toute nouvelle université unique de Strasbourg a annoncé la fermeture de la faculté à partir du 28 mars, craignant une occupation de la part de militants anti-OTAN. Bienvenue à Strasbourg ville morte !

De l'autre côté du Rhin, en Allemagne, la paranoïa sécuritaire bat également son plein. On apprend ainsi récemment cette nouvelle hallucinante : le 3 et le 4 avril environ 700 habitants de Kehl et 240 habitants de Baden-Baden demeurant en zone rouge ne seront autorisés à sortir de chez eux qu'accompagnés de policiers. Prendre l'air pourra vite devenir un cauchemar…

En résumé, les zones « sécurisées » seront de véritables zones occupées, où l'on ne croisera que des forces de police et de gendarmerie. Le ciel sera sillonné par des dizaines d'hélicoptères. Mais ce n'est pas tout : il faut aussi trouver des lieux pour parquer les « dangereux terroristes » qui se feront arrêter dans le cadre du contre-sommet ! Or, la maison d'arrêt de Strasbourg est déjà au bord de l'implosion (740 détenus pour 444 places) Quant à la prison de Kehl, elle a été entièrement vidée et sera donc disponible « pour l'occasion ».

Pour pouvoir se rencontrer, les puissants de ce monde sont obligés de transformer toute une ville en forteresse afin de se protéger de la population. Preuve en est que le fossé entre gouvernés et gouvernants n'est pas prêt de se combler : les politiciens ont peur de ceux qu'ils prétendent représenter !

Groupe de Strasbourg
de la Fédération anarchiste

Radio libertaire

Jeudi 19 mars

Jus de rue (8 h 30) La parole aux gens de la rue.

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité en direct.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Petites annonces d'entraide (16 h 30) Les annonces de la semaine.

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Les Corps Déjantés. Actualités trans, intersexe ou de genre.

Vendredi 20 mars

Place aux fous (13 heures) avec le groupe Neonbirds et le groupe This Is Pop.

Radio espéranto (17 h 30) Actualités de la défense et la promotion de la langue Espéranto.

Samedi 21 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Échos en direct des préparatifs du Festival Radio libertaire à La Clé.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Émission spéciale (13 heures) Festival Radio libertaire à La Clef retransmis en direct pendant les deux jours. Voir page 20.

La nuit des mots (21 heures) s'invite au Festival Radio libertaire, de 21 heures à 4 heures du matin. Lecture de textes à plusieurs voix et ambiance de mix sonores et musicaux. Envoyez vos écrits et compositions à lanuitdesmots@voila.fr

Dimanche 22 mars

Ni maître, ni dieu (10 heures) Pensée libre.

Émission spéciale (13 heures) Festival Radio libertaire à La Clef. Voir page 20.

Désaxés (20 h 30) l'actualité du Septième Art.

Lundi 23 mars

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Ondes de choc (14 h 30) Invité : Jean-Claude Dreyfus, pour son spectacle sur Jehan Rictus au Vingtième Théâtre.

Le vivre ensemble (18 heures) Actualités Végétarisme et cause animale Invité : le CLAM.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Actualités anarcho-syndicalistes par le syndicat CNT santé-social.

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

Mardi 24 mars

Le Parisien libertaire (8 heures) Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexions sur l'anarchisme. Textes historiques et actuels.

Les amis d'Orwell (16 heures) Défendre la liberté sur le net avec Philippe Langlois, hacker et organisateur du premier Hacker Space Fest français qui a eu lieu en juin 2008 à Vitry-sur-Seine.

Pas de quartiers (18 heures) reçoit Jean-Jacques Kupiec, coordinateur d'un ouvrage collectif le *Hasard au coeur de la cellule*, paru il y a peu chez Syllepses : pan scientifique dans la bedaine des racials et des agenouillardistes ! Tous à vos galènes.

Paroles d'associations (19 h 30) Le Collectif Sans Plomb avec probablement un ou deux artistes en live.

Mercredi 25 mars

Blues en liberté (10 h 30) Scrapper Blackwell, un autre Cherokee du blues.

Sans toit ni loi (12 heures) Actualités des mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Actualités Littérature et Cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent autour de Festival de Films de Femmes de Créteil.

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers avec Christiane Beaurepaire, psychiatre pendant 15 ans au SMPR de Fresnes, qui viendra parler de son livre *Non lieu – Un psychiatre en prison* (chez Fayard).

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Rock Session live, en direct de La Cantada.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 19 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste reçoit Christian Jacquiau, auteur de *Les coulisses de la grande distribution* (Albin Michel, 2000), et de Les coulisses du commerce équitable (1001 nuits, 2008). Table de presse. Entrée libre. Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

Vannes (56)

De midi à 17 heures, juste après la manif interprofessionnelle, le groupe libertaire Lochu vous invite à venir discuter au Palais des Arts : « Aux Antilles, elles et ils ont osé la grève générale, à quand notre tour ? ». fedeanar56@yahoo.fr

Vendredi 20 mars

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Les mécanismes de la crise financière. Présentation de Gilbert Ricard ancien professeur d'économie. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Site : dionyversite. org

Samedi 21 mars

Venelles (13)

À 20 h 30. Serge Utgé-Royo en concert accompagné par Léo Nissim et Jean My Truong. MJC - Place de la Mairie
Tél. 04 42 54 71 70.

Rouen (76)

De 11 heures à 18 heures. Grand nettoyage de printemps : vente de livres, BD et brochures à prix réduits : -10 %, – 20 %, à la Librairie l'Insoumise.

Paris XIe

16h30. *1998-2008 : Une décennie de luttes sociales*. Forum avec l'auteur Patrick Schindler à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkamf ou Filles-du-Calvaire.

Dimanche 22 mars

Béziers (34)

À 18 heures. Serge Utgé-Royo en concert accompagné par Léo Nissim et Jean My Truong. Le Minotaure – 15, rue Solferino.
Tél. 04 67 28 45 28.

Mardi 24 mars

Rennes (35)

20 heures. Pour sortir de la crise sortons du capitalisme et de l'État. Réunion publique. Maison de Quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne, Métro Villejean, Université ou Kennedy.
Tél. 0299679287,
contact@farennes.org

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Syndicalisme d'hier (et d'aujourd'hui) : Pratiques anarcho-syndicalistes dans la CFDT post-68. Avec Serge Aumeunier qui a fait partie de ces syndicalistes CFDT. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro ligne 13, Porte de Paris, ou RER D.
dionyversite. org

Jeudi 26 mars

Dijon (21)

20h30 : Conférence-débat organisée par le groupe libertaire : « Nous ne paierons pas leur crise », avec Philippe Paraire, auteur de *La Révolution libertaire*. Maison des Associations, 2, rue des Corroyeurs.

Auray (56)

20h30. Les groupes libertaires Ferrer (Lorient) et Lochu (Vannes) organisent une causerie libertaire « le développement durable, c'est de la foutaise ! Du développement à la décroissance, quelle société voulons-nous ? » au Café Billabong. Entrée libre. Pot offert par le tenancier.

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Le capitalisme nous fait sa crise : Et quoi après la crise ? Présentation de Nicolas Béniès, chargé des cours d'économie à l'Université Populaire de Caen, et auteur de *Petit manuel de la crise financière et des autres* qui vient de paraître aux éditions Syllepse. Entrée libre. Bourse du Travail de Saint-Denis. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D.

Vendredi 27 mars

Paris XVIIIe

19h30. Conférence-débat « Gestion directe » avec René Berthier et Thierry Porré, organisée par le groupe libertaire Louise-Michel de la Fédération anarchiste au local La Rue, 10, rue Robert Planquette, M° Blanche et Abbesses.

Besançon (25)

20h30 : Conférence débat « Pour en finir avec le capitalisme et ses crises », avec Michael Paraire (auteur de *La Révolution libertaire*) et des militants du groupe Proudhon de la Fédération anarchiste. Librairie associative L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Laon (02)

20h30. Le groupe Kropotkine reçoit Pierre Rimbert du *Plan B* pour une rencontre-débat sur les médias. Maison des associations. Rue du Bourg. Table de presse. Entrée libre.

Orléans (45)

20 heures. « L'État et la religion ». Débat organisé par le groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste au Chiendent.

Samedi 28 mars

Saint-Imier (Suisse)

20h30 : Conférence-débat « Pour en finir avec le capitalisme et ses crises », avec Michael Paraire.

Rochefort-en-Terre (56)

19h00. Le café de la Pente projette le film *The Take* sur les entreprises récupérées en Argentine en 2001 et organise un débat sur l'autogestion. Des membres du groupe libertaire Lochu (Vannes) interviendront. Entrée libre. Infos : lepotcommun. com

Licenciements, chômage, exploitation...

Une seule solution:

LA GESTION DIRECTE

Vendredi 27 mars à 19h30

ENTRÉE LIBRE

au local La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
M° Blanche ou Abbesses

Fédération Anarchiste

organisé par le groupe Louise Michel
de la Fédération anarchiste.